

LES NATIONALISATIONS DU PCF : UN CAPITALISME D'ÉTAT MAL TRAVESTI

Lire en page 6 et 7

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 5 ET LUNDI 6 MARS 1978 - N° 647

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

● Maréchal te revoilà ?

Le général Bigeard, ancien chef des parachutistes tortionnaires en Algérie, passait à la télévision hier soir, dans le cadre de la campagne officielle. On a pu l'entendre, à cette occasion, vanter le «sens de la patrie» de Giscard d'Estaing.

Quelques jours avant, le même général, faisant sa campagne électorale en Meurthe et Moselle, s'était prononcé en faveur du retour des cendres du maréchal Pétain à Verdun. C'est d'ailleurs sous ce gouvernement, l'année dernière, que nous avons eu la première émission télévisée à la gloire du chef de «l'Etat français», qui avait suscité la protestation de nombreux résistants.

Quelles que soient leurs prestations, la solidarité de classe l'emporte toujours chez les hommes du pouvoir actuel, quand il s'agit de l'attitude à l'égard des collaborateurs avec les nazis.

LE MARKETING ET LA FRAUDE

A une semaine du 1^{er} tour, les partis bourgeois poursuivent activement leurs préparatifs

Le PCF accuse Defferre d'organiser la fraude électorale à Marseille. Debré fait un procès au parti socialiste, qui l'accuse de fraude à la Réunion. Le «rassemblement des Français de l'étranger», organisateur du rackets électoral, renonce à la conférence de presse au cours de laquelle il devait se justifier. Ce-

pendant, une grande mesure de «moralisation» est intervenue : à partir d'aujourd'hui, et jusqu'au 19 mars, la publication des sondages électoraux est interdite. Ce qui n'empêchera pas les partis qui en

ont les moyens de continuer à en faire faire pour leur compte, afin de déterminer comment orienter leur propagande : fraude et marketing, les deux marmelles de l'électoratisme bourgeois aujourd'hui.

Lire la suite de notre enquête
sur les sondages en page 12

Grèves et manifestations en Martinique Indépendance pour les colonies !

Depuis quinze jours, en Martinique les six mille ouvriers du bâtiment sont en grève illimitée. Ils exigent une prime de transport de 50 francs, une prime d'ancienneté et l'application de la législation sur le chômage. Après avoir signé un accord, les patrons ont refusé de le reconnaître le lendemain, prétextant qu'il avait été signé «sous la contrainte par séquestration et menace».

Mercredi, alors qu'il s'avérait que le patronat refusait de céder, les ouvriers ont commencé à manifester dans les rues de Fort-de-France. Jeudi les manifestations se sont poursuivies : les grévistes ont occupé une partie du centre ville, édifiant plusieurs barricades et affrontant les forces coloniales de répression.

A une semaine des élections, cette lutte des travailleurs du bâtiment martiniquais met en cause la situation des peuples des dernières colonies de l'impérialisme français : chômage, surexploitation, émigration forcée vers la «métropole».

Que proposent les différents partis bourgeois aux peuples des colonies ? La droite va se servir des voix des colonies,

Une des nombreuses manifestations du peuple martiniquais, à Fort-de-France.



notamment avec la fraude qu'elle y développe, pour faire réélire ses députés (Debré, par exemple à la Réunion) et tenter ainsi par là de garder la majorité. Quant à la gauche, elle va essayer de gagner des voix en tentant de donner comme perspective mystificatrice aux peuples colonisés «l'au-

tonomie» ou l'«autodétermination» tout en refusant de reconnaître leur droit fondamental à l'indépendance. Les patriotes des colonies quant à eux, appellent à l'abstention aux élections organisées par le colonialisme français, et à la lutte pour l'indépendance nationale.

FEMMES : «NOUS NE FAISONS CONFIANCE QU'À NOS LUTTES»



Samedi à Paris, ainsi que dans plusieurs villes de province, les femmes manifestent dans le cadre de la «Semaine internationale des luttes de femmes».

Manifestations contre l'oppression multiforme dont elles sont victimes sur les plans politique, social, sexuel ; manifestations pour le respect et l'extension de la loi sur l'avortement ; manifestations pour la défense de leur emploi.

Soulignant que «cette année, la semaine internationale de la femme se situe dans la période électorale», l'appel de la coordination parisienne des groupes femmes met l'accent sur leur refus de se laisser réduire au rôle de clientèle, et sur l'affirmation selon laquelle elles n'attendent rien d'un gouvernement de la gauche : «Nous ne faisons confiance qu'à nos luttes», «Construisons notre force collective», «Pas de libération des femmes sans socialisme, pas de socialisme sans libération de la femme».

MANIFESTATION A L'APPEL
DES GROUPES FEMMES
A 15 H DÉPART : MÉTRO RÉPUBLIQUE

Salt/Corne de l'Afrique : le cynisme de Washington

(Lire en page 4)

Manifestation contre l'agression
soviéto-cubaine samedi 4 mars
à 17 h 30 - Métro Oberkampf

Chine : modifications de la constitution

(Lire en page 5)

L'UOPDP dans la bataille politique de 78

Bouches-du-Rhône
(10^e et 11^e circonscriptions)

Haute-Vienne (2^e circonscription)

Eure (1^{re} circonscription)

Lire page 8 et 9

LUTTES OUVRIERES

General Motors : GREVE RECONDUITE

● Les travailleurs et travailleuses de la Général Motors à Strasbourg ont décidé la continuation de leur mouvement dans la matinée de vendredi. Avec la revendication initiale (refus du nouvel horaire que veut leur imposer la direction) et qui reste bien entendu l'objectif essentiel, les grévistes exigent maintenant le paiement intégral des jours de grève ainsi que celui des jours chômés pour leurs camarades lock-outés.

Le tribunal, après avoir ordonné, à la demande de la direction de l'usine, l'expulsion de sept délégués, a statué une seconde fois, jeudi, pour prononcer l'expulsion de l'ensemble des grévistes des locaux de travail. Le tribunal, pour prononcer ces deux jugements de suite, s'est appuyé sur un cas où la cour de cassation avait procédé de même à propos de l'usine Férodo.

Les grévistes, en cas de tentative d'expulsion qui peut avoir lieu d'une heure à l'autre, sont bien décidés à mobiliser leurs camarades de la région. L'animation de la grève prend corps. Après la table ronde enregistrée par Radio Verte Fessenheim (diffusion samedi soir), à laquelle participaient des ouvriers sur le thème de la lutte et de la situation politique, c'est vendredi soir qu'a eu lieu la projection d'un premier film (parmi ces films, celui sur la lutte de Bretoncelles, et un film sur le congrès confédéral de la CFDT).

L'activité du comité de soutien, composé, rappelons-le, de travailleurs de la General Motors, de délégués syndicaux et de personnes extérieures, ne semble pas plaire à tout le monde. On savait déjà, malgré leur accord formel, lors d'une assemblée géné-

rale récente, que certains dirigeants de la section CGT de l'usine avaient refusé de participer concrètement à son activité, suite à quoi un certain nombre de dirigeants, cette fois CFDT, faisaient de même pour conserver «l'unité syndicale».

LE COMITÉ DE SOUTIEN ATTAQUÉ

Mais des faits nouveaux se sont produits depuis. Suite à la collecte que le comité de soutien a faite à La Telic, un certain nombre de dirigeants de la section CGT-Telic, qui s'était illustrée en leur temps par l'exclusion du syndicat des militants révolutionnaires, a organisé elle aussi une collecte pour ne pas être en reste, mais qui a surtout servi de prétexte pour diffuser un tract crachant sur le comité de soutien : «Hier soir, dit le tract, un «comité de soutien» aux grévistes de General Motors a organisé une collecte. La section syndicale de General Motors tient à préciser qu'elle n'est pas partie prenante de ce comité. Elle considère que l'organisation de l'action est l'affaire des organisations syndicales avec les travailleurs et non l'un soi-disant comité de soutien véhiculant des gens extérieurs à la General Motors.»

Des travailleurs du comité de soutien et des délégués sont allés trouver un certain nombre de dirigeants CGT, connus pour n'être pas très enthousiasmés par le comité de soutien, en leur demandant des comptes. Il est clair en effet que certains d'entre eux ne sont pas étrangers au tract en question. Faut-il qu'ils aient du courage pour s'exprimer par l'intermédiaire de la CGT-Telic ?

En fait, ils ont employé ce biais, sachant pertinemment qu'un tel tract signé de la CGT General Motors n'aurait pas été accepté par une majorité d'adhérents.

Il faut souligner en outre que ces quelques dirigeants, en refusant de participer activement au comité de soutien, n'ont pas respecté le vote pratiquement unanime de plusieurs assemblées générales approuvant sa constitution. Voilà une conception toute particulière de la démocratie !

Mais à la suite de la General Motors, ce sont maintenant les travailleurs de l'usine CAEM Chauffage Brunner (appareils électriques), à Muhlbach sur Bruche, près de Strasbourg qui sont à leur tour entrés en grève. Ils ont décidé d'occuper leurs locaux de travail pour s'opposer à la fermeture.

A six jours des élections, les travailleurs de la General Motors, de la CAEM, auxquels il faut ajouter ceux de Rhône-Poulenc à Colmar ont décidé de passer à l'offensive.

R. FEUILLET

CARASSUS ET LA PERCHE DE LA CFDT

Dans une interview que Pierre Carassus, membre de la commission exécutive de la CGT et de la tendance CERES du PS, accorde au *Matin*, il déclare : «Il faut absolument qu'un accord intervienne au plus vite, si possible avant le 12 mars, entre les deux syndicats. Il ne s'agit pas d'offrir à la gauche un programme commun en miniature (...). En revanche, il est urgent que les deux centrales disent dès aujourd'hui et en toute indépendance ce qu'elles entendent faire ensemble demain sur le plan social et économique. Mais il ne faudrait pas que les discussions entre les deux directions soient tenues secrètes. Les travailleurs doivent en être informés.»

La publication des positions de la CFDT en

matière de nationalisations et de planification a fortement réjoui la direction de la CGT et du PCF. Dès le lendemain, les propositions cédétistes étaient publiées dans *L'Humanité*, un commentaire très favorable suivait peu après. Puis ce fut le tour de Séguy de féliciter la CFDT. Effectivement, le champ des nationalisations, sans rejoindre toutefois celui du PCF va bien au-delà de celui du PS. Il touche entre autres la sidérurgie. Du point de vue du fonctionnement prévu pour ces entreprises nationalisées, il tourne assez nettement le dos à ce qui était annoncé dans le chapitre 7 de la plateforme CFDT : il accorde un énorme pouvoir aux organisations syndicales, y compris

Dans cette mesure, la

direction CGT essaie d'utiliser ces propositions pour faire pression sur le PS, et entrainer la CFDT dans son sillage, d'autant plus que Marchais s'est empressé de proposer les textes CFDT comme base de discussion. C'est aussi pourquoi tout ce que la CGT compte à sa direction de pro-PCF essaie d'obtenir que les discussions en cours entre les deux centrales aboutissent à un constat public de leurs convergences. Ce que refuse la direction CFDT, elle qui se réserve toujours la possibilité de négocier avec un gouvernement socialiste homogène, le moment venu, et ne tient pas à expliquer tout ça publiquement.

Monique CHÉLAN

Rhône Poulenc textile

● L'usine de Colmar occupée ● 750 ouvriers en lutte pour leur salaire

● Le groupe Rhône Poulenc est classé 7^e pour l'importance du chiffre d'affaires des groupes chimiques européens. Il a entrepris depuis 5 ans la quasi-liquidation de son secteur textile, qui employait 27 000 personnes en 67 contre 12 000 aujourd'hui, préférant investir dans des secteurs jugés plus rentables comme la pétrochimie ou exporter des capitaux en Thaïlande, Indonésie... pour bénéficier de main-d'œuvre à bon marché.

La direction de Rhône Poulenc Textile a par ailleurs annoncé en décembre dernier la suppression de 6 000 emplois d'ici 1980 dans les usines de Lyon Vaise, Vaulx en Velin, Besançon, Givet et La Voultre, et une gestion «économique» pour les usines de Grenoble, Roanne et Colmar...

Contre cette gestion «démocratique» qui se traduit pour eux par des réductions d'effectifs, de salaires et des conditions de travail toujours plus dures, la grève des travailleurs de RPT Colmar montre qu'à huit jours des élections, ils ne comptent que sur la lutte pour faire aboutir leurs revendications.

Les 750 ouvriers de RPT-Colmar se sont tous mis en grève spontanément lundi 27 février à 16 h, après lecture de leur fiche de paye : leurs salaires, qui sont d'ailleurs les plus bas de la région (en moyenne 2 413 F bruts pour les ouvriers de la production), étaient amputés de 300 F à 500 F en raison du chômage technique imposé par la direction au mois de décembre. Il y avait eu des réductions d'horaire jusqu'à 32 heures pour certains ateliers, et une semaine d'arrêt complet à Noël.

Les ouvriers posent immédiatement trois revendications :

— prime de 500 F pour tous

— paiement des heures de grève.

— 40 heures de travail hebdomadaire sans réduction de salaire.

La direction refuse, espérant tout d'abord que la grève ne durera pas plus de 24 ou 32 heures. Devant la détermination des travailleurs à ne pas reprendre le travail, la direction convoque un comité extraordinaire pour mettre en place, dit-elle, des structures de sécurité en prévision d'un arrêt prolon-

gé ! Les organisations syndicales refusent, exigeant de nouvelles négociations :

— paiement des heures de grève.

— 40 heures de travail hebdomadaire sans perte de salaire,

— mise en place d'une prime de qualité.

Que propose la direction ? Une prime de progrès dans trois mois s'il y a des résultats jamais encore atteints ! La direction de RPT-Colmar voudrait obtenir par ce moyen un maximum de rendement avec le minimum de travailleurs : elle veut en effet cette année se débarrasser de 130 personnes par le biais des mutations forcées et des mises à la retraite anticipées. Ce sont en réalité des licenciements déguisés qui, elle l'espère, lui feront faire l'économie de luttes et d'indemnités de licenciements.

Les négociations sont donc rompues tard dans la soirée de mercredi. Dès jeudi matin, des piquets de grève se mettent en place dans l'usine et devant les portes. Les machines sont arrêtées et nettoyées, la sécurité organisée par les grévistes eux-mêmes.

L'occupation commence !

Catherine MÉGEVAND

Chantier nucléaire de Braud St Louis

TOUJOURS EN GREVE

Lundi dernier, les 1 300 employés des entreprises Dumez, Jarniac et Spaba qui travaillent actuellement sur le chantier de la centrale nucléaire de Braud Saint Louis, se sont mis en grève. La proposition faite par la direction le 24 février, à savoir 1 franc d'augmentation par jour, est apparue comme une

réelle provocation. Leurs revendications :

— augmentation des indemnités de déplacement de 17 francs (par jour)

— abolition des 3 échelons

— alignement des salaires à l'échelon supérieur

— ouverture de négociations pour le point à 24 francs

— le point à 20 francs tout

de suite, soit 2 400 francs pour l'ouvrier manœuvre.

La direction se refusant obstinément à toute négociation, les travailleurs ont décidé de bloquer le chantier par des piquets de grève. Seules des équipes de sécurité assurant le pompage de l'eau souterraine du chantier sont autorisées à y pénétrer. La lutte, la participation aux piquets de grève, se font dans une très grande unité des travailleurs français et immigrés. Leurs conditions de vie sont particulièrement difficiles : des bungalows qu'il faut louer très cher comme logement, et tout autour, le désert du chantier de la centrale, éloigné de tout.

Lundi matin, tous les travailleurs doivent se réunir en assemblée générale pour discuter des formes d'action à donner à leur lutte.

Quant aux patrons, ils avaient entraîné en justice, individuellement, tous les participants au piquet de grève pour «entraver la liberté du travail» : le juge a estimé qu'il ne pouvait donner suite à cette affaire en l'absence d'ouverture de véritables négociations.

Lang (Paris) Grève pour les salaires

A l'appel de la CGT et de la CFDT, les travailleurs de l'imprimerie Georges Lang à Paris font grève depuis une semaine, une heure chaque jour, pour obtenir une augmentation de 3 F de l'heure pour tous.

De nombreux travailleurs remettent en cause cette forme d'action car ils doutent de son efficacité. Au bout de cinq jours, des ouvriers des rotatives, en grève à 90 %, ont proposé de continuer l'action au-delà de l'heure fatidique ; ce moyen permettrait en effet de bloquer la sortie d'un hebdomadaire à gros tirage, *Détective*. Les tra-

vailleurs sont appelés à voter alors cette proposition : 4 d'entre eux seulement s'y opposent.

Que croyez-vous qu'il arrivera ?

Au nom de la démocratie et de l'unité ouvrière, le délégué CGT, qui est aussi secrétaire de la cellule du PC, demanda à la majorité... de suivre l'avis de la minorité et de reprendre le travail après l'heure de grève !

Les travailleurs continuent à s'interroger, pendant leur heure de grève quotidienne, sur cet usage à l'envers de la démocratie !

Le PCF en campagne

QUAND HERZOG APPELLE AU «DÉBAT»

Manteau de velours à côtes, mains dans les poches, mine décontractée, Herzog, jeune loup du PCF (membre du Comité Central), dont les affiches électorales indiquent qu'il est «polytechnicien», débattait jeudi soir, avec ses lecteurs potentiels du 13^e arrondissement. «Je ne vais pas faire un discours; on voit que ce qui est important aujourd'hui, c'est la vie politique dans l'entreprise; justement, au cours de cette campagne, nous avons créé plusieurs sections d'entreprises, dans le 13^e. Il faudrait que les camarades postiers, les camarades cheminots, d'autres viennent nous apporter leurs témoignages, c'est ça notre raison d'être, nous sommes à l'écoute».

Las ! Écouté sans doute, l'appel n'est pas entendu : Herzog reste seul face à 6

ou 7 rangées de bancs, où dociles, les auditeurs sont «à l'écoute».

Il revient à la charge, notre polytechnicien : «C'est aux camarades des entreprises d'intervenir; ce sera ça, notre rôle, quand il y aura des ministres communistes : favoriser le débat et la vie politique à l'entreprise».

Sur un panneau, à droite, sous le chapiteau «chauffé», une pancarte affiche : «Depuis le 1^{er} janvier dans le 13^e, 512 communistes de plus». Où sont-ils ? Il y a peut-être trois cents personnes réunies. Au lieu du débat promis, on entend : «Ils sont bons, les sandwiches du PCF ! Camarades, n'oubliez pas de venir mordre dans nos délicieux gâteaux !» Et tout le monde casse-croûte. Ce que voyant, quelqu'un bondit vers le micro : «Moi, je

voudrais poser une question aux camarades communistes : je suis candidat suppléant dans le 13^e pour la LCR; et je voudrais savoir : pour les camarades du PCF, les trotskistes, les «gauchistes», c'est des camarades oui ou non ?

Herzog s'éclipse; on ne l'a pas vu partir, mais il n'est plus là : ce n'était pas prévu au programme; on dépêche un «camarade cheminot» pour expliquer à l'intervenant qu'on n'est pas là pour régler des différends : ce qu'on veut, c'est grouper les gens, pour le changement c'est tout».

C'est tout en effet. Herzog peut revenir, aussi discrètement qu'il était parti. Nouvel appel au débat. Nouvelle abstention généralisée. Et revoilà les sandwiches : «Bon, hé bien, s'il n'y a pas de questions, je vous rappelle

que vous pouvez aller vous restaurer, en mangeant un de ces délicieux sandwiches qui sont en vente à l'entrée du chapiteau».

Il est 18 h 40. Le «débat» est terminé; il a duré moins d'un quart d'heure. Il faut attendre maintenant une bonne heure et demie avant que quelque chose se passe : l'intervention de Marchais, qui doit arriver à 20 h 30, et où, chose rassurante, «il n'est pas prévu de poser des questions».

A force de détourner les revendications des travailleurs pour leur substituer sa ligne et sa pratique électoraliste, le PCF a tellement étouffé la vie politique dans ses rangs qu'aujourd'hui aucun débat réel ne peut s'engager même pour des raisons tactiques et pour se donner un visage séduisant, l'appareil du parti s'efforce de le provoquer.

CFDT : NE PAS JOUER LES MÉDIATEURS

La CFDT n'entend pas «jouer les intermédiaires ou les médiateurs, ni proposer des compromis pour la mise au point d'un programme de gouvernement». C'est ce qu'a déclaré, vendredi Edmond Maire, de retour d'un voyage en Afrique australe.

Depuis des semaines, le PCF en particulier lance des appels de plus en plus pressants à la CFDT. Récemment, les deux principaux partenaires de la gauche ont tous les deux affirmé publiquement leur accord avec les dernières

propositions de la CFDT, notamment en matière de nationalisations, et laissé entendre que celles-ci pourraient servir de base à un accord de programme minimum.

«Nos propositions, a souligné Edmond Maire, forment un ensemble cohérent concrétisant la démarche socialiste et autogestionnaire de notre confédération. Elles seront la base à partir de laquelle la CFDT se présentera demain à quelque négociation que ce soit. Cet

ensemble de propositions n'a pu être élaboré qu'en raison de l'autonomie de pensée et d'action dont a su faire preuve la CFDT, avant comme après la publication du Programme commun». Le dirigeant de la CFDT a voulu lever toute ambiguïté sur la nature des propositions faites : «La reprise partielle de certaines de nos propositions pour les intégrer à tel ou tel programme de parti, ne saurait entraîner aucune confusion entre objectifs syndicaux et programme de gouverne-

ment... à aucun moment la CFDT n'entend se substituer aux partis pour définir à leur place ce qui est de leur responsabilité». Edmond Maire, a semblé-il, voulu éviter, à quelques jours des élections, de compromettre la CFDT dans le cadre d'un accord manqué entre les partis, et prendre ses distances particulièrement vis-à-vis du PCF et de la direction de la CGT, trop pressée de reprendre à son compte les déclarations de Marchais qui s'était félicité des propositions cédistes.

Safari électoral :

DEBRÉ MOUILLÉ A SON TOUR

Le Rassemblement des Français de l'Étranger, petit frère émigré du RPR, devait tenir jeudi une conférence de presse; il a préféré l'annuler, sous prétexte de «ne pas gêner l'instruction judiciaire en cours». Il est plus probable que ledit Rassemblement ne tenait pas à répondre à d'embarrassantes questions sur les derniers rebondissements du Safari électoral organisé par la «majorité».

De quels rebondissements s'agit-il ? D'une révélation apportée par la Lettre de l'Unité; selon cet organe, Legros, maire de St Denis de la Réunion, circonscription dans laquelle se présente Michel Debré, dont il est, d'ailleurs le suppléant aurait fait acheminer par un employé communal, envoyé à Paris tout spécialement à cet effet 4 500 procurations en blanc.

Il s'agissait purement et simplement, de récolter les votes des Réunionnais émigrés en France, mais qui continuent de voter dans leur pays. Ils sont ainsi près de 50 000, déportés par les soins du Bumidom. Ils sont généralement «accueillis» par le «comité national d'accueil des Réunionnais», présidé par... M. Debré ! On voit que celui-ci sait se servir de ses titres !

Et l'on comprend aussi que le RFE, avec lequel M. Debré entretient d'excellentes relations, n'ait pas voulu avoir à se blanchir publiquement à une semaine des élections ! Il laisse à Debré le soin de le faire; l'ancien premier ministre vient en effet de porter plainte et de se porter partie civile contre les responsables de la Lettre de l'Unité.

Michel Debré en compagnie de «Miss France 76», ex Miss Réunion : une de ses nombreuses administrées qu'il a dû faire voter «par procuration». Tentative qui risqua... d'avorter.



Dernier sondage

Le Matin publie le dernier sondage de la campagne. 45 % d'intentions de vote pour la droite, 28 % PS - MRG, 21 % PCF (soit 49 % pour la gauche), 3 % «extrême-gauche», 3 % écologistes et «divers». Les reports de voix du PC sur le PS au second tour se feraient à 75 %, ce qui assurerait la majorité des sièges à la gauche (268 voix contre 233).

A noter que le dernier sondage de l'Aurore donnait seulement 3 sièges d'avance à la gauche. Encore une raison de relativiser les résultats de ces sondages, qui semblent varier en fonction des préférences de celui qui les commande.

Cela dit, une chose est maintenant à peu près certaine : au soir du premier tour, la droite aura nettement moins de 50 % des voix.

Mitterrand : «Giscard n'est pas un ennemi»

Vendredi soir, à Europe 1, Mitterrand a disserté sur les rapports d'un éventuel gouvernement de gauche avec Giscard. Il ressort notamment qu'il «ne considère pas Giscard comme un ennemi». Mais tout de même, comme il convient de ne pas aller trop loin, au moins pour le moment, il s'est cru obligé de préciser : «Il y aura deux politiques pour la France : la sienne et la nôtre». «Il ne peut y avoir un point moyen entre le Parti socialiste et M. Giscard d'Estaing, sauf s'il y avait un danger pour l'indépendance nationale». Cette dernière précision n'est certes pas innocente : il existe bien dès maintenant de larges convergences entre Giscard et Mitterrand sur la politique extérieure. Certes, cela ne suffira pas à permettre un renversement des alliances au lendemain du 19 mars. Mais, plus tard, ce pourrait être un des terrains sur lesquels le PS insisterait, à l'occasion d'une rupture avec le PCF.

Exclusions du MRG

Le groupuscule des radicaux de gauche vient de s'amenuiser encore, par l'exclusion de deux membres de ce mouvement qui se présentent dans la deuxième circonscription de Seine-et-Marne contre un socialiste, en violation des accords conclus entre le PS et le MRG.

Dans la 4^e circonscription de Dordogne, Claude Secret, membre du comité directeur du MRG, a appelé à voter pour le candidat du PCF, alors précisément que le duel PC-PS sera très serré. Une procédure d'exclusion est en cours contre lui.

Bavure artistique

Le PCF ayant publié une liste d'artistes lui apportant son soutien, le PS a répliqué par une liste des siens. Mais, ô étrange, on trouve Juliette Gréco sur les deux listes. Celle-ci a protesté du fait qu'elle apportait son soutien au PCF. Dans cette campagne tous les coups sont bons.

Du côté des libertaires

Une centaine de militants libertaires appartenant à trois organisations : OCA, Union des Travailleurs Communistes Libertaires, Combat communiste, se sont réunis vendredi soir salle Lancry, pour présenter leur plate-forme d'action.

Ces organisations ont dénoncé à la fois les partis de droite et la politique de collaboration de classe de la gauche. Elles ont dénoncé également les pratiques de ceux qui, tout en se réclamant de l'extrême-gauche, servent en fait de rabatteurs aux révisionnistes et aux réformistes. «Nous ne sommes pas les marieuses de la gauche» ont-elles notamment déclaré, «Nous n'avons pas de conseil à lui donner sur la manière de s'unir pour mieux tromper les travailleurs».

Les libertaires appellent à «voter révolutionnaire» au premier tour, et à «l'abstention au deuxième tour».

Au-delà ils veulent, disent-ils, construire dans les luttes des entreprises «l'unité des révolutionnaires».

Pour la bataille politique de 78

ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom
Prénom
Adresse

A Villejean (Rennes)

La campagne électorale

DÉBAT CONTRADICTOIRE ANIMÉ

● Mercredi soir 1^{er} mars, la maison de quartier de Villejean organisait un débat contradictoire entre les candidats de la circonscription de Rennes-Nord. Sur les douze candidats, seuls cinq avaient répondu à l'invitation : le député sortant, le RPR Cressard, les candidats du Front autogestionnaire, de la LCR, de l'OCF (m.l.) et celui de l'UOPDP.

Hervé, maire de Rennes, candidat du PS, avait expliqué son absence par le trop grand nombre de candidats ! Il prétextait aussi la présence du candidat PFN, alors que celui-ci, comme prévu, n'était pas là. Et d'ailleurs, M. Hervé est bien moins regardant en d'autres occasions : n'a-t-il pas présidé récemment un congrès d'officiers en retraite, sablant le champagne avec des membres notoires de la CFT ? En fait, il préférerait sans doute ne pas avoir à répondre de sa gestion municipale depuis un an, gestion contestée par un nombre croissant de travailleurs qui avaient pu voter pour lui.

Quant au candidat du PCF, fidèle à la conception très particulière que son parti a du débat, il tenait une réunion publique à l'étage au-dessus... rassemblant péniblement 30 personnes (10 fois moins que le débat contradictoire !)

Le débat fut très animé, abordant de nombreuses questions, notamment le chômage, la répression, le racisme, la lutte des femmes.

Le député RPR fit étalage de ses positions réactionnaires : le chômage ? Avec le RPR, il sera supprimé ! Le SMIC à 2 400 F ? Ce serait la catastrophe pour le pays, et 1 700 F, c'est bien suffisant ! La lutte des femmes ? « Ce sont des frustrés ! » Les mesures Stoléro ? Elles sont justifiées et les immigrés sont responsables du chômage ! L'otage ? Oui, il faut une police plus forte ! La dissolution de la CSL (ex-CFT) ? Démocrate, Cressard est pour la « libre association » !

Face à ce mépris des travailleurs et de leurs luttes, le candidat de

l'UOPDP traça un tableau vigoureux de la situation dans laquelle la politique de la droite maintient les travailleurs : chômage, austérité, répression, sexisme contre les femmes.

Au contraire des candidats du Front Autogestionnaire et de la LCR qui refusaient d'attaquer la gauche, le camarade montra que la gauche, c'est toujours le capitalisme.

Comment lutter contre la CFT, par exemple ? La nationalisation prônée par le PCF est-elle une solution miracle ? Seule la lutte des travailleurs pourra écraser cette officine fasciste. Le candidat du PS, lui, avait déclaré publiquement : « On interdira la CFT si elle commet des actes de violence » !

Comment faire confiance à la gauche pour soutenir les luttes des travailleurs, alors qu'on voit la municipalité PS-PC refuser les revendications des communaux, et accepter le licenciement d'une animatrice de MJC de Rennes (le directeur est au PCF), malgré les protestations de la CFDT, qui a déclaré qu'« en aucun cas elle ne suivra ceux qui prétendent opérer une distinction subtile entre licenciements abusifs et licenciements démocratiques ».

A côté des explications confuses, voire ennuyeuses des trois candidats « d'extrême-gauche » n'offrant pas de perspectives pour après les élections, les propositions de l'UOPDP d'organiser un large front, indépendant des partis de droite comme de gauche, ont reçu un accueil très favorable, comme en témoignaient les réactions de la salle.

En conclusion, une bonne soirée, très encourageante pour l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne.

Correspondant

De Guiringaud au Nigéria

LA PRESSE GOUVERNEMENTALE DEMANDE SI LA FRANCE EST « AVEC OU CONTRE » LE CONTINENT NOIR

● Le Nigéria est le deuxième pays d'Afrique « anglophone » où l'impérialisme français envoie le chef de sa diplomatie. L'accueil reçu par de Guiringaud en Tanzanie, l'été dernier n'a pas manqué d'être évoqué, mais s'il n'a pas reçu la « gifle » de Dar-es-Salaam, la presse officielle n'a

pas ménager ses critiques et n'a pas masqué son hostilité, allant jusqu'à écrire « votre visite n'intéresse personne ».

« La diplomatie insolente » titrait le *Daily Times*, quotidien de Lagos, en parlant de la diplomatie française.

Les Nigériens reprochent à la France son soutien au régime raciste d'Afrique du Sud. « ... Nous ne sommes pas satisfaits du rôle que joue la France en Afrique », écrivait le *Daily Times*, ajoutant, « les Nigériens ne sont pas obligés de souhaiter la bienvenue à M. de Guiringaud plus qu'il n'est nécessaire pour satisfaire l'étiquette diplomatique... ».

L'article rappelait l'ensemble des contentieux politiques entre le Nigéria et la France, remontant jusqu'aux expériences nucléaires au Sahara en 1963 et à l'aide apportée au Biafra.

Mais, Garba, ministre des Affaires étrangères du Nigéria aurait souligné que malgré ces différends politiques, les relations économiques entre la France et le Nigéria s'étaient développées, et qu'elles allaient s'améliorer du fait du changement dans un sens « positif » de la politique française en Afrique, depuis que la France a décidé de ne plus vendre des armes à l'Afrique du Sud. Or, les peuples et les gouvernements africains ne se font pas beaucoup d'illusions sur cette décision. Au Nigéria, où effectivement tous ces différends politiques n'ont pas empêché l'impérialisme français d'investir, les questions de « coopération économique » se trouvent au premier plan.

L'IMPORTANCE DU NIGÉRIA

Le Nigéria tient une place importante en Afrique. Avec ses 80 millions d'habitants, la deuxième armée d'Afrique, après l'Égypte, forte de 130 000 hommes, un poids économique grandissant grâce au pétrole et un poids politique à la mesure des potentialités de ce pays, le Nigéria, considéré comme le « premier marché d'Afrique » attire les convoitises impérialistes.

Malgré des problèmes internes graves masqués par l'essor économique dû au pétrole, la situation politique est relativement stable et les militaires au pouvoir s'apprentent à établir un régime de démocratie parlementaire et à lever l'interdiction des partis politiques. Cette stabilité politique encourage les investissements français, soutenus par le gouvernement.

Ancienne colonie anglaise, le Nigéria est devenu le premier partenaire commercial africain de la France, donc avant même la Côte d'Ivoire. La France est le cinquième fournisseur du Nigéria : en 1977 les exportations françaises se sont élevées à 3 milliards et demi de francs et les importations à 4 milliards et demi de francs, du pétrole pour l'essentiel. Le souci de l'impérialisme français de gagner des

marchés au Nigéria tient aussi au fait que sa balance commerciale est déficitaire avec ce pays.

Ainsi, plusieurs projets représentant 20 milliards de francs sont à l'étude : construction routière, travaux publics, télécommunications, recherche pétrolière etc.

Un fait indique l'intérêt de l'impérialisme français pour le Nigéria : une grande importance est accordée à la coopération culturelle. Si celle-ci est encore faible, (53 coopérants français, 136 boursiers Nigériens en France), l'un des projets à l'étude concerne la formation en cinq ans de 2 000 techniciens supérieurs en France.

LES QUESTIONS POLITIQUES

De Guiringaud a discuté avec le ministre des Affaires étrangères nigérian des problèmes de l'Afrique Australe, des rapports Est-Ouest et Nord-Sud, du Proche Orient de la communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO (1)), de la dernière conférence de l'OUA à Tripoli, du Tchad, du Sahara occidental et plus particulièrement de la situation dans la Corne de l'Afrique. Le Nigéria entend exercer un rôle de médiation, dans le cadre de l'OUA entre l'Éthiopie et la Somalie. Il a aussi été question de Djibouti et de l'aide française au Zaïre.

Cette visite de De Guiringaud aura-t-elle ouvert de nouvelles perspectives à l'impérialisme français hors de sa zone africaine traditionnelle ?

Sonia SASSOUN

(1) : Créée en mai 1975, la CEDEAO regroupe 16 pays africains pour la coopération et le développement régional.

IBM EN AFRIQUE DU SUD

A la suite de la décision de Carter d'appliquer l'embargo à l'encontre de l'Afrique du Sud, non seulement sur le matériel militaire, mais également tous les matériels servant d'une façon ou d'une autre la politique d'apartheid du régime raciste d'Afrique du Sud, I.B.M. n'a plus le droit de vendre des composants de remplacement pour les ordinateurs utilisés en Afrique du Sud par les militaires, les services politiques et les services délégués aux affaires bantous.

Or, si les dirigeants d'I.B.M. se doivent de respecter la décision de Carter, les différentes filiales de la multinationale, notamment celles d'Allemagne fédérale, ont, sous prétexte de « commerce », proposé aux Sud-africains le matériel normalement touché par l'embargo. Ceci alors que les concurrents d'I.B.M., notamment Mitachi (Japon) se pressent pour reprendre le marché. I.B.M. a déjà dû se retirer de l'Inde. Aujourd'hui, c'est sa position en Afrique du Sud qui est menacée, à la suite des succès obtenus à l'ONU par les mouvements de libération nationale d'Afrique Australe soutenus par les « 77 ».

● ZIMBABWE

Smith, le chef des racistes de Rhodésie, vient de signer un accord pour un gouvernement « multiracial » fantôme avec Muzorewa, Sithole et Chirau. Renonçant au plan anglo-américain, le ministre britannique Owen a explicitement soutenu ce « règlement », faisant ouvertement le jeu de Smith.

Impasse des SALT et Afrique

LE CYNISME DE WASHINGTON

« Nous n'établissons aucune condition préalable, mais une condition peut être établie par l'exploitation indésirable d'un conflit local pour des buts internationaux » a déclaré Brzezinski en présentant les négociations SALT et leurs blocages. Il laissait ainsi entendre que les USA pouvaient lier l'avancée sur les SALT à la position soviétique dans la Corne de l'Afrique. Position on ne peut plus cynique : les USA ont reconnu implicitement à Moscou des droits sur l'Éthiopie, et demandent maintenant que cela n'aille pas au-delà. Ensuite les SALT

sont une justification des USA et de l'URSS pour se doter d'arsenaux d'une ampleur jamais connue. Lier l'une à l'autre est de la part de Maison Blanche une proposition de marchandage sur les peuples, sur la vie des peuples comme en témoignent les milliers d'Africains aujourd'hui massacrés par les Soviétiques et leurs hommes pour se tailler un empire. Au nom de la paix !

Les propositions américaines de marchandage devraient faire l'objet, selon les américains, d'une

rencontre au sommet entre les deux super-puissances. C'est ce qu'a laissé entendre Carter, vendredi, en déclarant à un groupe d'étudiants américains : « Une rencontre ou une communication directe avec Léonid Brejnev sera probablement nécessaire avant que nous puissions parvenir à un accord ». Au même moment, le département d'État américain se déclarait satisfait des résultats de la conférence de Belgrade, alors que celle-ci va probablement s'achever par l'adoption d'un document final particulièrement creux, masquant mal les préparatifs de guerre.

Chine : 5^e Assemblée nationale populaire UNE NOUVELLE CONSTITUTION

● A Pékin, le comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois, a tenu une causerie pour commémorer le 31^e anniversaire de l'insurrection du «28 février» de la population de la province de Taïwan, anniversaire qui coïncide cette année avec la convocation de la 5^e assemblée nationale populaire. Au cours de la causerie, a été réaffirmée la volonté du peuple chinois de libérer Taïwan et ainsi de réunifier sa patrie : «Les États-Unis, a-t-il été dit, doivent rompre les soi-disant relations diplomatiques avec la clique de Tchiang, retirer toutes leurs forces armées et toutes les installations militaires de Taïwan et du détroit de Taïwan et annuler le traité de défense communes

entre les États-Unis et la clique de Tchiang.» Il a été fait état du développement de la lutte patriotique à Taïwan, par exemple en novembre dernier où plus de 10 000 personnes ont manifesté dans le faubourg de Tchongli, district de Taoyuan, contre la violence de la clique au pouvoir.

L'assemblée nationale populaire chinoise, à laquelle participe une délégation de la province de Taïwan, poursuit ses travaux depuis dimanche. Le début de la session a été marquée, nous l'avons vu, par le rapport du président Houa Kouo-feng et les travaux en commissions.

Puis le vice-président du Comité central du parti communiste chinois, Ye Kien-ying a présenté

devant l'assemblée, au nom du comité central, le rapport sur la modification de la constitution de la République populaire de Chine. Après avoir souligné que la nouvelle constitution «insérait dans une nouvelle période de la révolution et de l'édification socialiste» en Chine, et qu'elle doit pleinement exprimer la décision fondamentale du 11^e Congrès du Parti communiste d'assurer l'ordre en Chine en axant tout le travail sur la lutte des classes». Le vice-président Ye Kien-ying a présenté les modifications contenues dans le projet, modifications qui ont trait notamment aux problèmes de la démocratie socialiste. L'agence «Chine nouvelle» fait état ainsi du rapport sur la Constitution :

(...) «Dans le préambule est exposé de façon concrète et exhaustive, a dit le vice-président Ye Kien-ying, la vaste composition de notre front uni révolutionnaire, et l'accent est mis sur l'union la plus large du peuple de nos diverses nationalités. Sans une telle grande union du peuple, il serait impossible d'accomplir la tâche générale de la période nouvelle.

Le vice-président Ye Kien-ying a donné dans son rapport des explications sur les amendements apportés aux différents chapitres de la constitution de 1975.

CE QU'IL FAUT ENTENDRE PAR DROITS DU PEUPLE

Il a précisé que le projet de modification a mis l'accent sur la nécessité de développer pleinement l'esprit d'initiative socialiste de notre peuple multinational dans la lutte pour réaliser la tâche générale de la période nouvelle. Le président Mao a indiqué avec une grande perspicacité, a-t-il ajouté, que le peuple doit avoir le droit de s'occuper

de la superstructure. Par droits du peuple, nous ne devons pas comprendre que le peuple doit s'en tenir, sous l'autorité de certains gens, à jouir du droit au travail, à l'instruction, aux assurances sociales, etc. Le président Mao nous a enseigné en outre que le droit d'administrer les affaires de l'Etat, les entreprises, la culture et l'éducation, c'est le droit le plus important dont jouissent les travailleurs en régime socialiste, que c'est un droit fondamental sans lequel il ne saurait être question de droit au travail, à l'instruction, au repos, etc. Nous devons pratiquer consciencieusement, à commencer par les unités de base, une administration démocratique, avec la participation des larges masses populaires. Le vice-président Ye Kien-ying a ajouté que dans notre pays de dictature du prolétariat, doivent à la fois régner une large démocratie et un haut degré de centralisme ; c'est ce qu'on appelle le centralisme démocratique du prolétariat. En vue de neutraliser l'influence néfaste de la bande des quatre, nous devons déployer de grands efforts pour

rétablir et développer la tradition démocratique, combattre tout acte qui porte atteinte à la vie démocratique et aux droits des citoyens ; dans le même temps, nous devons mobiliser les masses et nous appuyer sur elles pour mener à bonne fin la remise en ordre des activités dans les divers domaines, et combattre l'anarchisme, le factionnalisme bourgeois et tout acte qui compromet la discipline et l'unité.

LE DROIT DE CRITIQUER LES ORGANISMES D'ETAT

Il a ajouté qu'à l'article relatif aux organismes d'Etat et à leur personnel, ont été apportés des amendements assez importants, qui forment à leur égard des exigences strictes mais indispensables. Et de ces exigences, le point essentiel est de se lier avec les masses. Se lier avec les masses signifie avoir entièrement confiance en elles, reconnaître leur sens de responsabilité révolutionnaire et protéger leur enthousiasme et leur initiative socialistes ; respirer

du même souffle qu'elles et prêter une oreille attentive à leurs critiques et remarques, notamment à celles adressées aux organismes dirigeants et aux cadres responsables. Toute critique bienveillante émanant des unités de base et des masses doit être encouragée chaleureusement. Il faut pleinement garantir aux masses populaires le droit de dénoncer les mauvais éléments et les mauvaises actions dans les organismes d'Etat.

LES FORCES ARMÉES

Le vice-président Ye Kien-ying a souligné que le projet prévoit en outre le renforcement de l'appareil d'Etat du peuple et de la dictature sur l'ennemi.

Il faut renforcer l'édification de l'armée populaire de libération dans le sens de la révolutionnarisation et de la modernisation, renforcer l'édification de la milice populaire et appliquer un système de forces armées combinant armées de campagne populaire, «Etat» et milice qu'il est extrêmement important de combattre toute infraction à la loi et à la

discipline, le projet prévoit l'institution de parquets populaires.

DÉVELOPPER LES FORCES PRODUCTIVES

En fonction de la tâche générale de la période nouvelle, a déclaré le vice-président Ye Kien-ying, le projet stipule en termes explicites qu'il faut consolider l'infrastructure économique socialiste et assurer le développement rapide des forces productives de la société. Accélérer le développement des forces productives est une condition importante qui permettra au socialisme de l'emporter sur le capitalisme. Le projet a consacré sous le chapitre des principes généraux un article à part au travail scientifique et technique, soulignant l'importance qu'il y a de renforcer considérablement les activités dans ce domaine pour la réalisation de la tâche générale de la période nouvelle. Dans le projet, la propriété publique socialiste occupe une place plus marquante. Sur la question du système de

répartition, il a souligné qu'il faut appliquer sérieusement le principe : «de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail» formulé dans la constitution.

UN GRAND ESSOR CULTUREL

L'accomplissement de la tâche générale pour la nouvelle période, a dit le vice-président Ye Kien-ying, demande non seulement un grand essor de l'édification économique, mais aussi un grand essor de l'édification culturelle. Le projet porte l'attention voulue sur ce point. Dans les principes généraux a été inclus un article à part qui met en relief l'importance du travail de l'éducation. Et en ce qui concerne l'édification culturelle socialiste, le projet a expressément réaffirmé la position dirigeante du marxisme, du léninisme, de la pensée maotsetoung dans tous les domaines de l'idéologie et de la culture et le principe : «que cent fleurs soient rivales».

Les intertitres sont de la rédaction.

Révolution et production dans le petite brigade de Tatchai (3)

Correspondance de Pékin

● Comme nous l'expliquait hier notre correspondant à Pékin, relatant les luttes politiques qui ont marqué le développement de l'activité de la brigade de production agricole de Tatchai, la place exacte à donner à la mécanisation à la campagne, la manière de la concevoir pour qu'elle serve la transformation socialiste de la société et non un développement de type capitaliste, c'est un enjeu important de ces luttes.

Resituer l'activité de Tatchai dans l'ensemble des tâches de la révolution chinoise et de la révolution mondiale, fait aussi l'objet d'une lutte intense.

En 1963, lors des très graves calamités naturelles qui avaient détruit les champs et les maisons, la brigade refusa l'aide de l'Etat. Pourquoi ? Elle voulut démontrer qu'en comptant sur l'économie collective socialiste on pouvait vaincre les difficultés et même la plus grave des calamités et l'on permettait ainsi à l'Etat d'aider d'autres régions sinistrées. «Nous travaillons pour la Révolution, c'est-à-dire pas seulement pour les 450 habitants de Tatchai, mais aussi pour toute la Chine et l'humanité». C'est ce que la jeune secrétaire de cellule de Tatchai, Kouo Feng Lien a dit d'une autre manière, à la 2^e conférence pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture : «Ce que nous voulons apprendre à nos paysans, c'est comprendre pourquoi ils travaillent et pas

seulement à bien travailler, pourquoi il faut aimer la collectivité et pas seulement aider la collectivité». On voit bien ici le rôle imparté à la cellule communiste : contre-balancer de tout son poids les influences bourgeoises dans les masses par une lutte d'idées au sein de laquelle, elle resitue les tâches de Tatchai dans l'ensemble des tâches de la révolution chinoise et même de la révolution mondiale.

C'est cette même volonté que nous retrouvons dans la répartition des fruits du travail. En 1958, chaque membre touchait des points de travail proportionnellement à la quantité de travail fourni. Ce système a été critiqué par les paysans qui soulignaient que cette forme de répartition transformait les relations entre

paysans, en relations de type capitaliste : «produire plus pour gagner plus». Seule, comptait la quantité. Les paysans ont alors mis en place un nouveau système qui tenait compte à la fois de la quantité, bien sûr, mais aussi de la qualité du travail fourni et de l'acteur (c'est-à-dire des besoins du paysan). Le nombre de points travail a été alors arrêté par la discussion collective sur la base des propositions de chacun. Il s'agit toujours du système «à chacun selon son travail», valable pendant toute la période du socialisme, mais ce système tentait de limiter les inégalités du droit bourgeois et favorisait l'esprit de «travailler pour la révolution».

Les paysans de Tatchai, qui à la veille de la Libération, mou-

raient de faim, sont montés à l'assaut du vieux monde, des vieilles idées, ils ont transformé ravins et collines ; mais par delà ces conditions spécifiques, ces 470 paysans témoignent des capacités créatrices du peuple, des possibilités illimitées qu'ouvre le socialisme à son initiative si elle est mobilisée. Ils témoignent aussi que la construction du socialisme, d'un homme nouveau, est le fruit d'une lutte acharnée contre le capitalisme.

LA CELLULE DE TATCHAI

Elle est connue dans toute la Chine. Elle est composée de vieux et de jeunes hommes et femmes. Une exposition-photos illustre bien son activité : au travail, dans les champs, aux postes les plus difficiles ; en train d'étudier, en train d'organiser une réunion de masse, en train de lutter avec l'ensemble des paysans contre les calamités naturelles. Mais comment parler de la cellule de Tatchai, sans parler de son fondateur Tchen Yong Kouei ?

Alors que nous rentrions d'une visite des réalisations de la brigade, quelle ne fut pas notre surprise de reconnaître sur l'aire de battage, au milieu d'une équipe de production, sa silhouette typique, avec la célèbre serviette qu'il porte sur la tête à la manière des paysans de Chen-si. Cet ancien paysan pauvre, devenu aujourd'hui l'un des principaux dirigeants du Parti et de l'Etat, consacre encore 1/3 de son temps à Tatchai, où aussitôt arrivé il se met au travail. Sa famille y

réside toujours. Nous avons d'ailleurs pu voir sa femme qui s'occupe du jardin d'enfants. Son seul privilège, nous dit le Vice-Président Kia, avec humour, ce sont de nombreuses photos épinglées sur les murs de sa chambre. Son histoire vaut d'être contée : Fils de paysan pauvre (comme la majorité des paysans chinois ; en 1949 les paysans pauvres représentaient 70 % de la paysannerie), il a vu la plus grande partie de sa famille mourir du temps de l'exploitation féodale. Sa mère, ses frères et sa sœur furent vendus au propriétaire foncier ; son père, poussé au désespoir s'est pendu. Tchen Yong Kouei a fondé la cellule, participé à la lutte anti-japonaise dans les forces de guérilla et a eu un rôle fondamental aux différentes étapes de la collectivisation agricole.

Au 9^e Congrès du PCC en 1969, en pleine Révolution culturelle, il est devenu membre du CC, au 10^e Congrès en 1973 membre du Bureau Politique du C.C. Le 11^e Congrès l'a confirmé dans ses fonctions. Il est de plus vice-premier ministre du Conseil d'Etat. L'histoire de cet ancien paysan pauvre est tout un symbole. La société chinoise «a changé de base». L'ancienne paysannerie pauvre est entrée sur la scène de l'histoire pour prendre en main la construction de la société socialiste en union avec la classe ouvrière.

Mais comment la cellule du Parti de Tatchai conçoit-elle son rôle ? Quelques exemples nous permettront de mieux l'apprécier.

(à suivre)

QUELQUES CHIFFRES SUR TATCHAI

	Habitants	Familles	Superficie cultivée	Nombre de parcelles
1949	288 (1952)	73 (1952)	40 ha	4 700
1976	470	90	56 ha	1 200

	Production céréalière totale	Rendement annuel à l'ha*	Revenu des membres par an
Avant la Libération	35 tonnes	0,75 t/ha	1955 : 66 yuans
1976	410 t.	8,3 t/ha	1970 : 140 yuans
1977	491 t.	9,8 t/ha	1974 : 174 yuans

*Ce rendement est obtenu sur la base de deux récoltes par an.

12 mars : En lisant leurs programmes : DES CHIFFRES ET DES MOTS

Les nationalisations du PCF : UN CAPITALISME D'ÉTAT MAL TRAVESTI

Nationalisations : le 22 septembre dernier, c'est sur ce thème que l'Union de la gauche volait en éclats. Même si, au lendemain du premier tour, les morceaux se recollent, le temps d'assurer une victoire électorale et de commencer à gouverner ensemble, la question continuera d'opposer les deux partenaires du Programme commun.

Côté PS, les choses sont claires : en proposant d'exclure de nombreuses

filiales de la charrette, en prévoyant des formes d'indemnisation qui laissent planer l'ambiguïté sur le pouvoir des anciens actionnaires, Mitterrand vise à laisser au maximum en l'état les forces de la classe actuellement au pouvoir. C'est ce qu'il laissait déjà clairement entendre au patronat dans un forum organisé en octobre 76 par «L'expansion».

Pour le PCF, au contraire, il s'agit d'un objectif crucial. Tout, ou presque,

lui est, à l'entendre, soumis : qu'il s'agisse de la satisfaction des revendications, d'un pouvoir promis aux travailleurs sur leurs propres conditions d'existence, les nationalisations sont la panacée sans laquelle aucun mal ne saurait être guéri.

Conscient que l'insistance mise sur ce point suscitait plutôt la méfiance

que l'adhésion chez nombre de travailleurs qui recherchent à leurs luttes une issue politique, Marchais en est venu à une nouvelle terminologie : «Anti-étatiques», «anti-bureaucratiques», «autogestionnaires», les nationalisations du PCF empruntent aujourd'hui les couleurs de ceux qui y voyaient plus ou moins nettement le levier d'un projet capitaliste d'Etat. Ont-elles pour autant changé de nature ?



«Il faut passer de la domination de quelques groupes monopolistes sur l'économie du pays à la maîtrise par la nation de son développement économique et social.»

C'est le fond de l'explication avancée pour les nationalisations réclamées par le PCF. A première vue, cela sonne bien : est-ce qu'il ne s'agit pas de s'attaquer aux plus puissants des capitalistes dans notre pays ?

Mais en limitant la cible à «quelques groupes monopolistes», le PCF indique clairement qu'il veut perpétuer sous sa forme actuelle l'exploita-

tion des millions de travailleurs des autres entreprises.

Mais, qu'est-ce que c'est que cette «nation» qui doit «avoir la maîtrise du développement» ? Si on veut que ce soit la classe ouvrière qui dirige les affaires, on n'a aucune raison de ne pas le dire. Si on ne le dit pas, c'est qu'on ne le veut pas. Ce terme de «nation» est un vieux mot employé

depuis longtemps par la bourgeoisie pour cacher la réalité des oppositions de classe. «Union nationale, solidarité nationale» : c'est déjà en employant ces mots que les Giscard-Barre cherchent à faire avaler leurs plans d'austérité. Parler ainsi de «nation», c'est vouloir continuer une politique anti-ouvrière sous des couleurs nouvelles.

«En réalisant les nationalisations du Programme commun dès la première session parlementaire, on n'instaurera pas pour autant les bases du socialisme dans notre pays... Ce n'est pas de cela qu'il s'agit aujourd'hui.»

«Nous savons aujourd'hui qu'il ne suffit pas de nationaliser pour libérer les travailleurs. Peut-on parler d'une véritable vie démocratique à la SNCF ou au Crédit Lyonnais ?»

Aujourd'hui, le PCF s'est rendu compte que les conditions d'exploitation dans les entreprises nationalisées existantes ne constituent pas une propagande en faveur de ses projets. Alors, il prétend reconnaître qu'il s'agit de faire autre chose que les nationalisations de 45. Mais le langage tenu envers les cadres n'est pas le même, dans ce domaine, que celui qu'il tient avec les travailleurs. Le Guen, dirigeant PCF des cadres

CGT, parle en 1977, dans son livre *Voyage avec les cadres*, de la nationalisation d'EDF et GDF en 45 : «les gaziers et les électriciens voient la chimère, l'utopie de jadis, d'hier encore, transformée en réalité : leur outil de travail rendu à la nation et à eux-mêmes». Quand faut-il croire le PCF ? Quand il dit que les entreprises actuellement nationalisées ne sont pas satisfaisantes, ou quand il affirme le contraire ? Au printemps dernier, l'*Humanité*,

ouvrait largement ses colonnes aux PDG de plusieurs grandes entreprises publiques. La seule question qui leur était posée était celle de l'«efficacité» de l'entreprise. Merci pour l'efficacité de l'exploitation ! En tout cas, ce n'est pas là, au contraire de Marchais, que la classe ouvrière ira chercher pour demain les exemples positifs de gestion des affaires.

«Les gens qui n'ont pas le sens de classe n'ont pas compris les changements survenus : ils oublient que Les Houillères sont nationalisées, qu'elles sont à nous, qu'elles sont aux camarades, et ils osent les assimiler aux exploitations éhontées de jadis.» (Thorez, 1946)



«Pas d'entreprise mi-chèvre, mi-chou où (...) les travailleurs ne verraient guère de différence entre M. Dupont, PDG par la grâce du capital et M. Durand, PDG par la grâce du gouvernement.»
«Un PDG élu par les travailleurs.»

L'histoire du PDG élu par les travailleurs, c'est complètement faux. D'abord, il serait élu par le conseil d'administration. Et, dans cet organisme, il n'y aurait pas que des représentants du personnel, mais aussi ceux du gouvernement, et ceux des «usagers» (en fait, autres entreprises nationalisées et municipalités diverses). Ensuite, les représentants des ouvriers ne seraient pas les seuls

représentants du personnel : il y aurait ceux des cadres. Dans *Voyage avec les cadres* (écrit en 77), Le Guen, dirigeant PCF des cadres CGT, se montre très satisfait de la composition du CA d'EDF en 45 : deux ouvriers de l'entreprise sur 18 membres ! Enfin, les appareils syndicaux, et non les travailleurs, choisiraient les listes qui seraient présentées aux élections au conseil d'administra-

tion ; le PCF ne cache pas que ce choix se ferait «en fonction des compétences» histoire d'éliminer les travailleurs.

De qui se moque-t-on, avec ce «PDG élu» ? La vérité, c'est que le PCF ne veut pas qu'un gouvernement dominé par le PS puisse désigner ses hommes aux postes clés : il préfère des conditions où il pourrait lui-même placer les siens.

«Il ne suffit pas de transférer à l'Etat la propriété d'une usine ou d'une entreprise pour que la vie des travailleurs s'améliore comme par enchantement. Si une minorité continue à tout diriger, si des technocrates «de gauche» succèdent à des technocrates «de droite», ça ne vaut vraiment pas la peine.»

Ne croirait-on pas, dans cette phrase du PCF, retrouver les critiques adressées ces dernières années au Programme commun par les révolutionnaires ? Nous avons vu la composition du conseil d'administration : en aucun cas, ses membres ne sont, ni directement choisis par les travailleurs (les appareils des syndicats présentant leurs listes), ni responsables et révocabiles devant eux.

Or le conseil d'administration est souverain dans toutes les matières qui font aujourd'hui la réalité du pouvoir patronal (production, investissement, reconversion, marché, prix).

De plus, c'est le conseil d'administration qui désigne «la structure opérationnelle», c'est-à-dire les cadres, techniciens et agents de maîtrise. Selon le PCF, «il faut distinguer clairement les

structures opérationnelles placées sous la responsabilité de la direction et des cadres, des structures de participation et de contrôle démocratique à la gestion». Au conseil d'administration, le pouvoir sur les orientations générales. Aux cadres, le pouvoir sur leur application au jour le jour. Aux travailleurs, les belles paroles sur «l'autogestion».

«Reconnaissance, au sens le plus fort du terme (...) du rôle spécifique de l'ingénieur et du cadre, y compris dans leur fonction de commandement.»

«Ni ouvrier-roi, ni ingénieur soumis, ni référendum permanent sur des questions dont la solution dépend de la stricte compétence des spécialistes.»



«Les comités d'entreprise des entreprises publiques doivent disposer de prérogatives étendues.»

Dans le projet du PCF, ils doivent «participer à la mise au point de toutes les mesures collectives» concernant le personnel : c'est dire que le droit de décision ne leur appartient pas, mais reste entre les mains du conseil d'administration. Le vieux thème de la «participation» n'a apparemment pas encore été suffisamment usé par la droite puisque Marchais veut encore la reprendre à son compte.

De plus, les CE «doivent avoir un droit de

recours suspensif en matière d'embauche, de licenciement» : les voilà donc en principe, mis en état de bloquer pour un temps les licenciements. Ce qui ne serait pas forcément inintéressant. Remarquons quand même que des entreprises comme la SNCF, où les licenciements sont tout simplement interdits, ont trouvé depuis longtemps d'autres voies pour faire leurs compressions de personnel.

Mais pourquoi faut-il qu'en plus, le CE intervienne sur l'embauche... et pour pouvoir l'empêcher, si on sait lire ! Le PCF ne compterait-il pas là-dessus pour aller, en profitant de la position dominante dans la CGT, vers un système du genre de la presse parisienne, où le syndicat embauche à la place du patron ? Ce serait alors un dangereux moyen de pression sur les travailleurs.

«Des conseils d'atelier qui ont leur mot à dire.»

Ces structures de base ont été revendiquées à l'automne dernier par la CFDT. Elles sont dans les rangs de ce syndicat l'objet d'une bataille politique sur le contenu de classe qu'ils pourraient avoir. En catastrophe, en même temps qu'il se précipitait dans sa campagne «autogestionnaire», le PCF vient de s'y rallier. Du moins, à sa manière : «Des structures décentralisées doivent être mises en place à la base, par exemple sous forme de conseils d'ateliers ou de service.»

Or, avant que la CFDT ne fasse sa proposition, le PCF en avait fait une autre : mise en place de multiples structures intermédiaires d'ateliers du

Comité d'Entreprise. Aujourd'hui, il parle de «structures décentralisées», sans indiquer à quel «centre» elles renvoient. Devinez ! Au Comité d'Entreprise, pardi ! Ce n'est pas une simple querelle de mots : le C.E. est une structure paritaire, où sont représentés direction et travailleurs. Le Conseil d'atelier serait, selon la CFDT, une structure strictement élue. Or, en présentant ses «conseils d'ateliers», le PCF précise que «le contremaître, le chef d'atelier et le chronométrier y participent.» C'est la vieille «structure décentralisée du C.E.» qui refait surface, simplement rebaptisée pour les besoins de la cause. Il faut savoir que le PCF a précisé : «Il ne

sera pas possible d'augmenter la productivité du travail, comme l'implique la mise en service du programme commun de gouvernement, sans la participation des travailleurs». Il veut mettre en place des multiples structures associant la direction à des éléments choisis par les appareils syndicaux pour constituer des listes entre lesquelles les travailleurs n'auraient plus qu'à choisir sans disposer ensuite d'aucun pouvoir de contrôle ou de révocation. Ne serait-ce pas un moyen supplémentaire pour le succès d'un nouveau «retroussons les manches» à la manière de la Libération, une «participation» de la classe ouvrière à sa propre exploitation ?

«Les conseils d'atelier seront un élément important pour jauger avec exactitude du potentiel productif, des moyens à mettre en œuvre pour le valoriser, de la meilleure organisation possible du travail.»



«Non à la technocratie, non à l'étatisme.»
«Non au capitalisme d'Etat.»

Il ne faut quand même pas jouer avec les mots ! Le programme du PCF publié juste avant le programme commun, prévoyait la nationalisation de 25 groupes capitalistes. Ceci représentant 33 % de la population active industrielle, 75 % des investissements productifs et des exportations, 90 à 95 % de la recherche industrielle privée.

Or, dans ce cadre, les pouvoirs de l'Etat seraient en fait très étendus. D'abord, parce qu'il serait propriétaire, tout simplement. Ensuite, parce qu'il continuerait à disposer des moyens d'orientation que sont le budget, la fiscalité, la monnaie, auxquels s'ajouteraient par la nationalisation des banques, le crédit. Enfin, parce qu'il mettrait sur pied «de grands programmes industriels de développement», des

«contrats de programme», des «contrats de plans» encadrant l'activité du secteur public et privé. Or, nous sommes prêts à le montrer, et le PCF lui-même ne s'en cache pas, il ne s'agit pas d'un instant pour lui de détruire l'appareil d'oppression de classe que constitue l'Etat existant. Qu'est-ce donc qu'une société où l'Etat capitaliste a des pouvoirs économiques aussi étendus, sinon une variante particulière du capitalisme d'Etat ?

Pourtant, le PCF insiste sur la mise en place d'une gestion «décentralisée», sur «l'autonomie de gestion» des entreprises publiques, sur le rôle des «représentants des travailleurs» dans leur structure de direction. Mais il ne suffit pas que le pouvoir soit décentralisé pour qu'il revienne aux masses. En réalité, tout indique que les

diverses structures des entreprises auxquelles le PCF insiste pour qu'il soit attribué un pouvoir étendu ne seraient pas entre les mains des travailleurs. Et nous le prouvons à propos des Conseils d'Administration comme à propos des Conseils d'Ateliers.

Alors, pourquoi la décentralisation du pouvoir ? Au niveau central de l'Etat, il est clair aujourd'hui que dans un gouvernement PS/PC, Mitterrand aura l'appui de l'appareil en place. En prévoyant des contre-poids au niveau des entreprises, le PCF veut simplement profiter de sa domination actuelle sur la CGT, le syndicat le plus puissant. Cela n'a rien à voir, ni avec le socialisme, ni avec un quelconque pouvoir attribué aux travailleurs eux-mêmes.

«Le capitalisme demeure encore, il peut être caractérisé, étant donné le rôle économique décisif de l'Etat démocratique nouveau, comme un capitalisme d'Etat démocratique.» (P. Boccara, 1966. Responsable de la commission économique du PCF, Boccara a été élu, depuis, au comité central.)

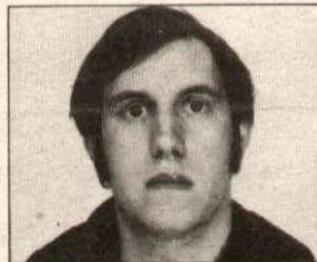


Dans la bataille, avec les candidats de l'Union Ouvrière

Eure 1^{ère} circonscription

EVREUX :

INDUSTRIALISATION ACCOMPAGNÉE D'UNE MONTÉE DES LUTTES



Jean-Pierre HATTON

Préposé PTT

Originaire de la région, d'un milieu populaire, Jean-Pierre Hatton monte à Paris où il passe quelques années difficiles. Il est alors dans la même situation que de nombreux jeunes de province à la recherche d'un emploi stable dans la capitale. Successivement ouvrier, puis agent hospi-

talier, il exerce divers emplois qui lui font connaître de multiples conditions d'exploitation. En 74, il entre aux PTT comme auxiliaire dans un grand centre de tri parisien et participe à la longue grève des postes qui dure plus d'un mois et demi.

Entre temps, il rejoint les forces révolutionnaires. Tout en luttant pour un syndicat vraiment au service des travailleurs, il se bat dans son FJT pour la liberté d'expression. Le PCF s'y oppose en effet à la mise sur pied d'une commission de soutien à Lip.

A Bagnolet, Montreuil, avec les travailleurs immigrés, il se mobilise contre la circulaire Fontanet.

Revenu au pays depuis un an environ, il continue la bataille dans le syndicat (monté récemment avec l'ouverture du centre de tri), pour l'autonomie des travailleurs face aux partis de gauche. Il contribue au développement des forces révolutionnaires sur Evreux.

Suppléante : Claude BEUZELIN
Educatrice



A St Pierre de Corneilles (Eure), les pompiers livrent de l'eau potable car une cidrerie voisine a pollué la source qui approvisionnait le village.

LA TRANSFORMATION DU BOCAGE NORMAND

Evreux et la campagne environnante forment la 1^{ère} circonscription de l'Eure. La plus grande partie en est donc rurale. Quelques plaines céréalières alternent avec le bocage typiquement normand, vallonnée, coupée de haies épaisses, la campagne est parsemée de pommiers. On trouve encore quelques chaumières. Terre verte et bien irriguée par de nombreuses rivières, l'élevage des vaches à lait y est traditionnel. Beaucoup de capitalistes de la terre y font leur beurre et... leur fromage ! La production de calvados par les paysans a été progressivement interdite. On arrache les pommiers ; le cidre comme son eau-de-vie, dérivée, le calvados sont de plus en plus fabriqués industriellement.

Les petits paysans se tournent maintenant vers l'élevage pour la viande. Dans les plaines, ils complètent la culture traditionnelle du blé, de l'orge et de l'avoine par celle du maïs qui prend bien dans le pays. Les gros capitalistes terriens accroissent l'étendue de leurs propriétés. Quant aux petits paysans, ils ne sont pas favorables au remembrement de leurs exploitations.

EVREUX, VILLE EN EXPANSION

La ville d'Evreux, (50 000 habitants), est en pleine expansion. La population connaît un des plus forts taux d'accroissement parmi les villes de son importance. Jadis siège de foires et de marchés importants, du fait de sa situation au centre d'une région agricole, elle est devenue une ville industrielle. Une trentaine d'usines sont venues s'implanter ici, fournissant 8 000 emplois. Ville sinistrée en 1940 et 1944, détruite à 80 % par les bombardements, elle a été reconstruite presque entièrement. Evreux développe une grande partie de son activité dans le tertiaire avec notamment 800 postiers, une cité administrative, plusieurs lycées et collèges, etc.

Evreux, bien qu'à 100 km de Paris, vit plus dans l'orbite de la capitale que dans celui de la métropole régionale, Rouen. A part les commerces et les bureaux, on ne trouve plus guère qu'une vieille usine dans le centre ville : Luchaire connue pour ses mauvaises conditions de travail.

Les travailleurs sont logés en grande partie à la périphérie : à Nétreville, où sont installées l'usine Klaxon — 2 000 ouvriers — qui fabrique des accessoires automobiles, et une autre grosse entreprise, RTC. A St Michel, à Navarre, lieu d'implantation d'un hôpital psychiatrique.

Ils habitent surtout à la Madeleine, grande cité de HLM qui loge environ 20 000 personnes. Tout à côté, l'imprimerie Hérissey, les établissements Evrada, SAAE, Deutsch... entourent un centre de tri tout neuf. Ces usines moyennes fabriquent surtout des produits de transformation.

LA MONTÉE DES LUTTES

9 000 chômeurs officiels dans l'Eure, en fait 12 000 selon les syndicats. Dans ce contexte, au printemps 77, les ouvriers de Frankini se mettaient en grève, puis ceux de Klaxon. Ces derniers obtenaient une augmentation de salaire supérieure au pourcentage limite imposé par le plan Barre. Alors, d'autres usines embolèrent le pas, Evrada, la SAAE. Fait nouveau, plusieurs centaines d'ouvriers traversaient la ZUP N° 2, en scandant des mots d'ordre offensifs. D'autre part, à l'initiative des postiers, une collecte de soutien aux grévistes de Evrada fut organisée à Evreux, premier pas pour rompre l'isolement entre les différentes catégories de travailleurs.

Les postiers eux-mêmes déclenchèrent plusieurs grèves. A la plate-forme régionale ils s'élevèrent contre les mauvaises conditions de travail : ils déchargent des wagons à la gare, sans abri aucun contre les intempéries. Au central téléphonique ils se mettent en grève pour les 36 heures et l'amélioration des conditions de travail, notamment des femmes qui sont devant des écrans visionneurs. Enfin, au centre de tri, tout neuf, les postiers ont exigé que le local où sont déchargés les sacs postaux soit abrité. La lutte s'engage aussi pour obtenir 32 emplois de plus.

LES PARTIS BOURGEOIS A L'ASSAUT DU SIEGE DU DÉPUTÉ DE BROGLIE ASSASSINÉ DANS DES CONDITIONS MYSTÉRIEUSES

Jusqu'aux dernières municipales, la ville était tenue par de vieux notables social-démocrates. En mars dernier, elle est passée au PCF. Cela tient sans doute au fait que la tête de liste du PS était décidément trop « rassise ». Alors, pour les législatives, ce parti change de cheval de bataille, en présentant un « jeune loup ». Quant au maire d'Evreux, Plaisance, il a gagné la mairie par une notoriété de longue date dans la ville. Dans sa lancée, il tente ses chances aux législatives. Le RPR a parachuté le fils de Debré, Monfrais, giscardien, s'est retrouvé député à la mort de De Broglie. Il aimait bien, cette fois, obtenir une caution électorale. Mais le canton où De Broglie était conseiller général, a basculé à gauche.

et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne

Bouches du Rhône 10^e et 11^e circonscriptions

FOS COMPTERA DANS LES LUTTES DE DEMAIN

L'époque où l'on se baignait à Fos-sur-Mer est bien loin. Bouleversée par la construction de Solmer, la région est devenue aujourd'hui une gigantesque zone industrielle. La 10^e et la 11^e circonscriptions des Bouches du Rhône, Salon-de-Provence, Martigues, Arles, les Saintes Marie de la Mer en font partie.

En 1969, la décision de construire Solmer était prise. Il s'agissait pour les trusts de la sidérurgie, après Dunkerque, de développer la sidérurgie sur l'eau, sur la Méditerranée, à proximité du lieu d'arrivée du minerai de fer mauritanien. Il s'agissait aussi d'éduquer une usine ultra-moderne (coulée continue, etc) qui permettrait de faire face à la concurrence des aciers allemands et japonais. Où sont passés les 48 000 emplois promis ?

Autour du projet Solmer, venait se greffer le développement de toute une zone industrielle ; avec CFEM, construction mécanique 200 emplois, Ugine-Acier 1 000 emplois, PUK chimie du chlore ICI etc.

Donc une zone industrielle embauchant plus de 10 000 travailleurs.

Fos devait être aussi l'europort du Sud qui accueillerait un gros trafic pétrolier, minier et commercial. Une importante propagande fut développée à ce propos. Le PCF n'était pas en reste dans ce concert. Une masse d'emplois devait, soi-disant naître de ce projet : 30 000 emplois directs et 18 000 dans la région.

Mais où en est-on aujourd'hui ? Au moment du démarrage de Fos il y avait 16 000 demandeurs d'emploi, actuellement, ils sont 65 000 chômeurs. Ainsi, le mythe de Fos s'est effondré, en partie avec les difficultés que connaît l'impérialisme français ces derniers temps. Rappelons que la 2^e tranche de travaux qui devait augmenter la capacité de production de Solmer n'a jamais été entreprise. Il n'en reste pas moins qu'avec ses 10 000 salariés, la zone de Fos représente un nouveau bastion ouvrier pour la France. Les ouvriers ont été dispersés dans toutes les villes des 2 circonscriptions, l'arrière-pays a été profondément bouleversé. Les villages ont perdu leur vocation agricole pour se transformer en villes-dortoirs. Des zones de polyculture intensive subsistent, rentabilisées par de gros exploitants.

LA SOLMER ENJEU DE LA RESTRUCTURATION DE LA SIDERURGIE FRANÇAISE

La Solmer est, avec Usinor Dunkerque, le fleuron de la sidérurgie française. Avec plus de 6 000 emplois, c'est la plus grosse entreprise de la région. Elle est au cœur de la restructuration de la fabrication d'acier français. La productivité record qui y est



Une partie de Solmer

établie, se fait au détriment des travailleurs. Depuis la construction de l'entreprise, il y a déjà eu une quarantaine d'accidents mortels officiellement recensés. Les travaux les plus durs sont effectués par des sous-traitants comme la Sotras, la Sotras etc. Ces entreprises emploient surtout des travailleurs immigrés. C'est là qu'il y a le plus d'accidents du travail.

Depuis la grève de février 76, qui dura plus de 3 semaines, et qui se termina par un échec dû à l'isolement entretenu par les partis de gauche, les mouvements sectoriels ont été nombreux. A l'évidence, les travailleurs de la Solmer refusent les conditions qui leur sont faites. La Sotras, nettoyage industriel pour la Solmer, a connu plusieurs grèves, notamment en mai-juin 75. Actuellement, un débat est engagé dans les sections syndicales de la Solmer qui se posent ces questions : que va devenir l'entreprise ? Les patrons ne cherchent-ils pas à mettre sur pied un horaire à la carte comme leurs homologues japonais ? Faut-il organiser une riposte d'ensemble au plan de restructuration ?

A LA CFEM. 5 ANNÉES DE LUTTE POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE

La CFEM détient, nationalement et en Europe une place importante sur le marché des grosses charpentes métalliques. Com-

Martigues, à droite l'étang de Berre.



Richard AGUADO

Ouvrier

Agé de 26 ans, fils de réfugiés politiques espagnols des années 39, il a connu très tôt le sort de la classe ouvrière, particulièrement des travailleurs étrangers. Vivant depuis son enfance dans cette région où le PCF est implanté, il connaît la domination que ce parti exerce sur les travailleurs. Après les événements de 68, il rejoint les révolutionnaires.

Il est licencié de l'usine où il travaille en 72 pour avoir participé à une grève. Il s'embauche alors à la CFEM de Fos, où il mène avec ses camarades de travail une lutte acharnée contre le PCF.

Dans la région, il joue un rôle prépondérant dans le développement et le regroupement des forces révolutionnaires. Sa riche expérience, ses capacités de mobilisation, d'initiative et de clairvoyance politique en font un élément moteur dans la lutte politique.

Membre du Comité d'initiative national de l'UOPDP, il impulse le développement des comités locaux de l'Union.

Suppléant : Jean-François DUVERDIER

Cheminot, il est marié et a un enfant. Il a pris une part active aux luttes de son secteur (notamment lors de l'ouverture de la gare de Fos-Cousso).



Jacques GOURC

Ouvrier

Conducteur-dépanneur, âgé de 28 ans, Jacques Gourc est marié et père de famille. Il habite Martigues. Pendant ses études d'agriculture il a connu le sort des petits paysans. Mais refusant le rôle que lui assignait la bourgeoisie (éliminer les petits paysans sous couvert de modernisation de l'agriculture) il décidait de rejoindre les rangs de la classe ouvrière pour y mener le combat révolutionnaire en 1970. Enthousiasmé par les luttes de libération nationale, il a participé à la création et au développement du soutien aux luttes des peuples palestiniens et indochinois, dans la région parisienne, puis dans la région de Martigues où il est venu travailler. Bien connu des travailleurs immigrés, il a aussi largement contribué au développement de la lutte contre le racisme et contre le contrôle de l'immigration par la circulaire Fontanet.

Depuis la constitution de la zone industrielle de Fos, il travaille sans relâche à la constitution d'une force authentiquement révolutionnaire parmi les sidérurgistes.

Suppléant : Christian APOTHELOZ

Employé

Haute Vienne 2^e circonscription

DEPUIS 1968, 36% DES AGRICULTEURS ONT QUITTÉ LA TERRE

2 villes moyennes, St Junien et St Yrieix, se partagent la 2^e circonscription de la Haute-Vienne, par ailleurs, surtout rurale.

Papier, carton, travail du cuir, chaussures, sont les principales industries, avec le Kaolin dans le sud, pour faire la porcelaine de Limoges.

Dans cette région rurale, les paysans font les frais de l'Europe Verte : entre 68 et 75, 50 % des salariés agricoles, et 36 % des agriculteurs ont quitté la terre pour aller dans les multiples petites entreprises de la région.

Avec les usines de papier et de carton, la pollution est grande (à Saillat par exemple) : les trusts du papier vont soigner leurs sapins en déversant des défilants qui détruisent les cultures ; jusqu'aux écrevisses qui ont disparu des rivières !

Un peu plus au Nord, les mines d'uranium, fournissent 47 % de la production nationale. L'an dernier, les mineurs du domaine de la Crouzille occupaient leur puit contre les conditions de santé et de travail. Dans toutes les petites usines, de nombreuses luttes pour les salaires (qui sont parmi les plus bas de France), et contre les fermetures (surtout dans la chaussure), ont éclaté l'an dernier.

On compte 6,1 % de chômeurs en Haute-Vienne, par rapport à la population salariée et 15 000 chômeurs dans le limousin.

La région a connu pendant la guerre de nombreux et importants maquis FTP. Le village d'Oradour sur Glane où, le 10 juin 1944, les nazis massacraient toute la population, fait partie de la circonscription.

Le député sortant, Rigout (PCF) — élu en 73 avec 52 % des voix — espère être réélu.

Le PCF se sert dans la région de son passé dans la Résistance. Mais il risque de souffrir de la querelle avec le PS. La région est un fief de la gauche depuis longtemps : Limoges est une municipalité PS-PCF et Mitterrand a eu 59,7 % des voix en 74. Au premier tour des législatives (73), le PCF avait 38,6 %, le PS 18,6 %.



Emmanuel RAULIN

Employé

Militant syndicaliste actif, il a joué un grand rôle dans la grève d'un mois sur son centre en 1976.

Dès 1971, il a rejoint les rangs des marxistes-léninistes, avec lesquels, depuis, il contribue à propager la voie révolutionnaire.

Suppléante : Danièle PLAISANT
Institutrice

Danièle est mariée et mère d'un enfant.

L'enquête de Beullac

D'une réalité
difficilement
cachée...

Le ministère du Travail titulaire Beullac, vient de publier son bilan chiffré de l'année 1977. Avec un grand luxe de détails, il analyse ce qui, selon les statistiques officielles, a caractérisé le pouvoir d'achat des ouvriers. Conclusion : il a augmenté de 1,57 % dans l'année ! Nous n'avons pas d'ordinateur comme monsieur Beullac.

Nous ne prétendons pas quantifier au dix millième près notre niveau de vie. Mais nous savons tous, parce que nous la vivons tous les jours, ce qu'est la réalité. Nous savons que ces pourcentages fabriqués insultent aux privations

supplémentaires de millions de foyers de travailleurs, à la détresse de centaines de milliers de camarades réduits au chômage, à la révolte qui gronde devant les saisies et les expulsions.

Nous savons que nous en avons assez de monsieur Beullac, de son premier ministre et de ses sermons sentencieux sur l'austérité. Et nous avertissons leurs successeurs en puissance, quelle que soit la couleur dont ils s'habillent, que nous tolérerons pas la poursuite de cette politique, malgré tous les chiffres biseautés dont ils viendront se réclamer.

...aux chiffres
qu'on fait mentir

On n'est pas très satisfait, du côté de l'Elysée, des résultats obtenus à partir de l'enquête trimestrielle du ministère du Travail ; c'est au point qu'on en a retardé d'une semaine la publication. Elle montre en effet qu'au cours du dernier trimestre 77, les effectifs salariés dans les entreprises privées ont considérablement baissé.

Dans les entreprises de plus de 10 salariés, cette baisse est de 1,1 % au dernier trimestre, et de 1,6 % sur toute l'année. Côté ministériel, on s'empresse de faire remarquer que les jeunes en «stage pratique», payés à 90 % du SMIC par le budget de l'Etat, ne sont pas comptabilisés : ils seraient au nombre de 140 000.

Or, outre qu'il ne s'agit pas là d'un emploi réel, ce nombre même ne suffit pas à compenser les bais-

ses enregistrées. Les études faites par la CFDT de cette statistique montrent «qu'il n'y a pas eu d'embauche supplémentaire et qu'au contraire les embauches réels ont été moins nombreux qu'en 1976, et n'ont pas compensé les réductions d'effectifs résultant des licenciements en forte progression, ou du non remplacement des départs». Dans le même temps, la durée du travail hebdomadaire a encore baissé au cours du dernier trimestre, cette forme de chômage touchant surtout les ouvriers.

Barre peut bien après cela parler de ses moyens «efficaces» pour lutter contre l'inflation, comme de la réussite fulgurante du «pacte national pour l'emploi» : on voit ce que valent ces propos électoraux !

L'Humanité
censure
la journée
des femmes

L'Humanité a refusé de passer le communiqué des groupes femmes appelant à la manifestation de samedi dernier. Elles-ci voulaient pourtant le faire passer en publicité payante. Mais le PCF préfère apparemment Ricard et Sardou.

L'UDF ne
marche pas
du même pas

Après les écarts de langage de JJSS suggérant le SMIC à 2 400 F et l'imposition des grandes fortunes, Soisson a cru bon de prendre ses distances face à une telle aude-

ce. Du coup, il doute de l'avenir de l'UDF après les élections. «Je mets un pied devant l'autre, et je veux voir ce qui se passe avant de recommencer». Peur des crocs-en-jambe ?

Nouveau jeûne
à Roggenhouse

Les 4 et 5 mars, des écologistes alsaciens vont entamer un jeûne de protestation contre les dangers du nucléaire. Il y a un an, des jeûneurs avaient déjà marqué ainsi le 3^e anniversaire du «putsch électronucléaire du programme Messmer». Le jeûne se tiendra dans un lieu public avec projection de films et montage diapos.

PLUS D'INFORMATION SUR
LES MÉDICAMENTS ?

La revanche des comprimés

«Sachez bien utiliser vos médicaments» : c'est le titre d'une petite brochure informative distribuée par la commission paritaire Industriels de la pharmacie, Institut National de la Consommation. Cette brochure distribuée gratuitement dans les pharmacies répète un certain nombre de conseils simples avant de reprendre la rituelle rengaine. «Écoutez bien votre pharmacien. Il connaît les médicaments. Suivez ses conseils.»

Cette commission a d'autre part entamé une réflexion au sujet des colorants dans les médicaments dont on peut juger le piètre résultat.

Après avoir en quelque sorte listé les colorants utilisés habituellement, les «consommateurs» ont proposé à leurs partenaires-patrons d'en réduire ou d'en supprimer l'usage. Parmi la palette des colorants, un certain nombre, à l'instar des colorants alimentaires, sont responsables d'allergie ou sont supposés être cancérigènes. Mais il en faut plus pour troubler les flots dorés du pactole pharmaceutique : il n'existe ac-

tuellement, ni pour l'acheteur, ni pour le médecin, aucun moyen de connaître la composition exacte de ce qui est nommé pudiquement sur les flacons «excipient Q.S.P.» (ce qui ne veut rien dire). Quels aromatisants colorants ou sucres sont présents dans le fameux excipient ? Les laboratoires seuls le savent !

Jusqu'en juillet dernier était vendu un sirop pour enfant contenant de l'amarante cancérigène ! Au terme des discussions, la

commission paritaire semble s'être rendue pour l'essentiel aux arguments des trusts : les colorants seraient irremplaçables pour éviter des erreurs entre médicaments, pour mieux vérifier l'homogénéisation du produit. Le seul changement consistera à mentionner sur l'étiquette les colorants inclus.

LA CONTRE-ATTAQUE
DES FIRMES

Depuis un an et demi, les trusts essaient de ravalier leur façade bien entamée. Les critiques contre les abus des médicaments, la publicité abusive, les effets secondaires néfastes, leurs prix et les profits scandaleux réalisés pleuvent de partout. Le procès engagé par le Syndicat de la Pharmacie contre Pradal, auteur du «Guide des médicaments» a

échoué. Et de plus en plus de publications posent le problème des médicaments en termes de critique de société. Tout cela ne sent pas très bon pour les profits à venir. La réaction des industriels est double :

— d'abord renforcement du matraquage publicitaire. C'est la «revanche des comprimés». On voit des publicités pour un dentifrice anticarie aux vertus douteuses jusque sur les «abris-bus», à la radio, dans des pharmacies, etc. Résultat : ce produit connaît la plus forte progression des ventes de l'année ! C'est l'exemple même de marché parasitaire procuré par la satisfaction d'un besoin créé de toutes pièces par les capitalistes. Ensuite, les firmes tentent d'améliorer leur image de marque. Un ordinateur central peut répondre à toutes les questions des médecins sur les médicaments et leurs contre-indications. Un seul ennui, ce sont toujours les industriels qui, sous des camouflages divers, dispensent eux-mêmes une information biaisée.

Avec ces quelques artifices, le capitalisme espère empêcher qu'avance le vrai débat sur le médicament, dont la surconsommation actuelle est d'abord le reflet d'une société malade, source de maladies, de tension nerveuse, qui crée de faux besoins ou résoud les contradictions qu'elle engendre par la «camisole chimique». Et ce débat-là est essentiellement politique.

Pierre PUJOL

Le filon des microcentrales
hydroélectriques

La firme Leroy Sommer, d'Angoulême, tente de conquérir le marché des micro-centrales hydrauliques. Ce marché peut se développer assez rapidement, compte tenu des difficultés énergétiques du pays. Les petites centrales sont destinées à s'adapter à des chutes d'eau de deux à cinq mètres. Leur production électrique peut varier de 5 à 50 KW. Une micro-centrale de 30 KW peut fournir le courant électrique suffisant à une petite entreprise ou à une dizaine de maisons individuelles. 200 000 sites sont aménageables de cette façon en France, au fil de l'eau des nombreuses rivières. Le coût d'une centrale de 20 KW est de 15 millions anciens. Celui d'une centrale de 50 KW est de 50 millions anciens. La fabrication série, qui n'a pas encore débuté, peut permettre d'abaisser ces prix. À l'heure actuelle, six sites sont équipés à titre expé-

riental pour tester le matériel. La production à plus grande échelle ne devrait pas tarder. Ce type d'équipement est particulièrement adapté aux besoins d'un village, d'une petite usine, ou d'un hôpital par exemple. Pas du tout encouragée par EDF, cette solution conviendrait pour de nombreuses communes et permettrait, une fois l'amortissement réalisé, de disposer d'une électricité pratiquement gratuite !

Que fera-t-on de
périphérique-ville ?

«Le dossier soumis à la consultation publique est trop succinct». Cette petite phrase du commissaire enquêteur désigné par le Préfet de Paris condamne un projet de rénovation du secteur 9, dans le 17^e arrondissement de Paris. Alors que les habitants du quartier et de l'association

de sauvegarde de l'environnement l'avaient eux-mêmes condamné depuis belle lurette en le baptisant «Périphériqueville». Pourtant, la SAEMA 9, promoteur de cet ensemble, a déjà construit le tiers du projet et un autre tiers est en voie d'achèvement ! Les permis de construire étaient déposés après le début des constructions, et rien dans cet ensemble ne tient compte du confort ou des besoins des futurs habitants ; densité d'occupation des sols trop forte, manque d'équipements sociaux, manque de parkings et surtout la proximité immédiate du périphérique qui est «nuisible et même insupportable» selon le même commissaire enquêteur. Un nouvel exemple de l'anarchie qui règne dans l'urbanisme. Mais tant que ça rapporte...

Même tabac,
nouvel emballage

«L'Église de scientologie» n'est plus. La firme ayant fait faillite à la suite d'un récent procès pour escroquerie, elle a décidé de changer de raison sociale. Elle s'appellera

désormais «Église de la nouvelle compréhension», espérant rencontrer comme ça moins d'incompréhension de la part de ses contemporains...

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 4 mars

TF 1

- 14 h 05 - Restez donc avec nous
18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre : les locations saisonnières.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Guy Béart
21 h 30 - Serpico
22 h 20 - Télé-foot
23 h 20 - Journal et fin

A 2

- 14 h 35 - Des animaux et des hommes
15 h 25 - Les jeux du stade
17 h 50 - Loto chansons
18 h 00 - Course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les contes d'Hoffmann
23 h 40 - Fin

FR 3

- 19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - N'ayez pas peur de Thomas B.
22 h 00 - Journal et fin

Dimanche 5 mars

TF 1

- 14 h 10 - Les rendez-vous du dimanche
15 h 30 - Paul et Virginie
16 h 00 - Tiercé à Auteuil
16 h 05 - L'île perdue
16 h 35 - Sports première
19 h 25 - Les animaux du monde
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La charge héroïque. Film américain de John Ford (1949). Avec J. Wayne
22 h 10 - Claude Debussy
23 h 10 - Journal et fin

A 2

- 13 h 20 - Bon dimanche
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Musique and music
21 h 40 - Henri Matisse
22 h 40 - Journal et fin

FR 3

- 16 h 35 - Les maîtres d'œuvre : quand les verriers ressouffleront.
17 h 30 - Espace musical : Concerto pour piano N° 24, de Mozart.
18 h 25 - Cheval mon ami
18 h 50 - Plein air
19 h 20 - Spécial DOM-TOM
19 h 35 - L'odyssée de Scott Hunter
20 h 00 - Histoires de France
20 h 30 - Les pirates de la mer
21 h 20 - Journal
21 h 35 - L'homme en question : Jean-Louis Barrault
22 h 40 - Cinéma de minuit : cycle André Delvaux. Belle
00 h 10 - Fin

Lundi 6 mars

TF 1

- 19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Campagne électorale
21 h 05 - Le boucanier des îles. Film italien d'aventure de Domenico Paolella (1961), en version française, d'une banalité certaine, avec Richard Harrison et Michèle Mercier.
22 h 45 - La nécessité de l'espérance. Emission de Jacqueline Beytout. Réalisation : Marco Pauly. Avec Frédéric Rossif, les professeurs Tubiana, Georges Halpern et Denise Pépin.
23 h 40 - Journal et fin

A 2

- 17 h 55 - Fenêtre sur...
La sexualité des plantes. Réalisé à l'occasion de l'exposition « Histoire naturelle de la Sexualité », avec les professeurs Pierre-Paul Grassé et Jean-Marie Pelt qui répondent aux questions-clés qu'on pose à propos de la sexualité, le premier pour le monde animal, le second pour le monde végétal.
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 05 - La tête et les jambes
22 h 10 - Angoisse
23 h 15 - Bande à part
23 h 45 - Journal et fin

FR 3

- 19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Scènes de la vie de province
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 35 - Campagne électorale
21 h 00 - La reine Margot. Film français de Jean Dréville (1954), avec Jeanne Moreau et Louis de Funès. Film de cape et d'épée d'après le roman d'Alexandre Dumas
23 h 00 - Journal et fin

«Comment payer moins d'impôts»

(P. TARDY)

Ed. Le Seuil

Beaucoup d'entre vous ont certainement déjà refermé leur feuille d'impôts. Pour ceux qui ne l'auraient pas fait vous avez jusqu'au 6 mars minuit. Passée cette limite votre montant sera augmenté automatiquement de 10%.

QUELQUES NOTIONS SUR L'IMPÔT

On distingue trois types d'impôts :

- les impôts directs : ou bien ils sont collectés pour l'Etat. C'est le cas de l'impôt sur le revenu des personnes physiques qui donne lieu à votre déclaration annuelle. C'est aussi le cas de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, des impôts divers (taxe sur les salaires, etc.) ; soit ils sont perçus au profit des collectivités locales (régions, départements et communes :
- les taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties.
- la taxe d'habitation
- la patente remplacée depuis le 1^{er} janvier par la taxe professionnelle
- et certaines autres taxes telles que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

LES IMPÔTS INDIRECTS

Ce sont ceux qui ne donnent pas lieu à une déclaration particulière mais

sont prélevés directement dès l'achat d'un objet.

Le plus connu, c'est bien sûr la T.V.A. (taxe à la valeur ajoutée) puisqu'il fournit près de 80% des impôts indirects en France. Cet impôt indirect est automatiquement supporté par le particulier sans que celui-ci ait la possibilité légale d'en diminuer le poids. Ainsi quand vous achetez une voiture 28 000 F, vous versez en réalité 21 000 F pour le constructeur, 33,3 % de 21 000 F, soit 7 000 F pour le compte de l'Etat. On compte aussi dans cette catégorie les droits et taxes sur le tabac, les alcools ou autres produits spécifiques (spectacles, etc.), ce sont les impôts qui rapportent le plus à l'Etat français. Contrairement d'ailleurs à de nombreux autres pays capitalistes tels que les USA, la RFA, la Suède...

La troisième catégorie d'impôts est constituée par les droits d'enregistrement et de timbres. Comme la vignette automobile, les timbres administratifs, pour les passeports...

IMPÔTS DIRECTS
IMPÔTS INDIRECTS

Il est bien connu que de ces trois catégories, ce sont les deux dernières qui sont les plus injustes alors même qu'ils rapportent la plus

grosse partie des recettes de l'Etat. En effet dans les cas des impôts indirects, on ne tient pas compte du tout des différences de salaires. Que vous soyez PDG, cadre supérieur ou OS, vous paierez toujours la même taxe sur votre pain, vos cigarettes, etc. La différence des taux en fonction des marchandises (taux réduit à 7%, taux intermédiaire à 17,60%, et taux majoré pour les produits de «luxe» de 33,3% comme l'automobile) ne suffit pas à contrebalancer les inégalités de revenus. Le seul moyen que vous ayez d'y échapper, serait de ne pas consommer... ce qui est absurde bien sûr.

Pourtant, la fiscalité directe ne veut pas dire justice. D'abord il est bien connu que les entreprises ne paient quasiment pas d'impôts grâce à toute une série de mesures faites tout exprès pour cela.

D'autre part le taux progressif ne veut pas dire pour autant que, au fur et à mesure que le revenu s'accroît, vous paierez plus d'impôts. Il est bien connu que le système des parts familiales avantage nettement les hauts revenus. D'ailleurs Pierre Tardy dans son livre, *Comment payer moins d'impôts* est assez clair. «Pour payer moins d'impôts, il faut évidemment avoir les moyens légaux de parvenir à la base imposable

la plus faible possible... or chacun sait qu'en matière de salaires par exemple, les déductions possibles sont relativement peu importantes».

En clair, si vos seuls revenus proviennent d'un salaire, votre déclaration sera vite faite : pas moyen de «tricher». Par contre plus vos revenus sont diversifiés et plus vous avez de possibilités de payer moins d'impôts. La situation extrême étant bien sûr l'entreprise qui ne paye pas un franc d'impôt, comme ce fut le cas en 1976 pour BHV, Usinor, Les Lampes Claude, filiale d'ITT. Un système fiscal pour les riches et les parasites. Ce qui ressort des multiples possibilités tout à fait légales pour payer moins d'impôts, c'est que le système fiscal français avantage nettement les détenteurs de capitaux et les propriétaires fonciers qui peuvent facilement spéculer.

Si vous voulez savoir comment payer moins d'impôts et que vous faites partie des 6 millions de salariés, qui gagnent moins de 2 000 F par mois, le livre de Tardy vous décevra. Mais ce n'est pas faute d'un choix de sa part de privilégier les autres catégories de revenus. C'est au contraire l'illustration la plus complète d'un système social fiscal favorisant les revenus spéculatifs et improductifs.

Et l'acier fut trempé

81^e épisode

Nicolas OSTROVSKI (Extraits)

A la suite d'une trahison les trains et la ville sont sans combustible. Pour s'en sortir, il est décidé par le comité provincial de poser en trois mois une voie de chemin de fer qui reliera la gare au chantier de coupe du bois.

Tokarev revint de la ville énervé, rassembla les militants responsables dans la chambre de Kholiava et leur communiqua des nouvelles peu réjouissantes :

— On est coincé de partout. Où qu'on aille, ça tourne mais ça n'avance pas. On ne les a pas tous attrapés, les gardes-blancs, il y en aura encore pour un moment avant qu'on s'en débarrasse tout à fait. Je vais vous parler franchement, les gars : ça va bigrement mal. L'équipe de relève n'est pas encore formée et on ne sait même pas quel sera son effectif. Les grands froids nous guettent. Il faut coûte que coûte sortir du marais avant leur arrivée, sinon le terrain sera tellement durci par le gel qu'on s'y cassera les dents. Alors, voilà : à la ville, on va secouer les puces à ceux qui nous mettent des bâtons dans les roues, et ici nous devons mettre les bouchées doubles. Crever s'il le faut, et plutôt cinq fois qu'une, mais poser la voie. Sans ça, on ne sera pas des bolchéviks, mais de la gnognote, acheva Tokarev avec, dans sa voix d'habitude enrouée, des accents métalliques. Sous les sourcils froncés, ses yeux exprimaient une résolution et une ténacité sans bornes.

— Réunion intérieure aujourd'hui même pour expliquer la situation, et demain tout le monde au travail. Les sans-parti iront le matin, mais nous, nous resterons. Voilà la décision du comité provincial.

Et il tendit à Pankratov un billet plié en quatre. Par-dessus l'épaule du débardeur, Kortehaguine lut : « Maintenir sur le chantier tous les membres du Komsomol, qui ne seront pas relevés avant la première livraison de bois. Pour le secrétariat du comité provincial du Komsomol : R. OUSTINOVITCH. »

L'étroite baraque était comble. Cent vingt hommes s'y entassaient, debout le long des murs, grimpés sur les tables et même perchés sur la cuisine roulante.

Pankratov ouvrit la séance. Tokarev ne parla pas longtemps, mais sa dernière phrase fit sursauter tout le monde :

— Demain, les membres du Parti et du Komsomol ne retourneront pas à la ville.

La main du vieux francha l'air, soulignant l'immuabilité de la décision. Le geste balaya tout espoir de rentrer bientôt chez soi, de sortir de ce borborygme. Dans les instants qui suivirent, le brouhaha fut tel qu'on ne s'entendit plus. Des mouvements divers agitèrent la flamme rabougrie de la veilleuse. La pénombre voilait les visages. Le bruit de voix allait croissant. Les uns évoquaient rêveusement « un coin douillet », d'autres s'indignaient, clamaient leur lassitude. Beaucoup se tassaient. Et un seul déserta. Sa voix irritée, sortant d'un angle de la baraque, perça le tumulte, semant des jurons :

— Allez tous vous-faire foutre ! Je ne resterai pas ici un seul jour de plus. Quand on envoie des gens aux travaux forcés, c'est pour des crimes au moins. Mais nous, qu'est-ce qu'on a fait ? On nous a gardés deux semaines, y en a marre. On n'est pas fous. Ceux qui ont pris la décision n'ont qu'à venir boulonner eux-mêmes. Libre à qui voudra de patanger dans cette gadoue. Moi, je pense qu'on ne vit qu'une fois. Je pars demain.

Okounev, placé juste devant le braillard, craqua une allumette, qui arracha à l'obscurité le visage du défaitiste, défiguré par un rictus haineux. Il le reconnut : c'était le fils d'un comptable du comité de ravitaillement provincial.

— Qu'est-ce que t'as à me regarder ? Je ne me cache pas, je ne suis pas un voleur.

L'allumette s'éteignit. Pankratov se dressa de toute sa taille.

— Qui est-ce qui baye là-bas ? Qui ose comparer aux travaux forcés une mission confiée par le Parti ? dit-il sourdement, promenant un regard lourd sur les premiers rangs. On ne peut pas retourner en ville, les copains, notre place est ici.

A SUIVRE

Voyage à l'intérieur des sondages (6)

LE GOUVERNEMENT PAR SONDAGE

L'étrange histoire d'un sondage de *Der Spiegel*

●Ayant acquis ses lettres de noblesse dans le domaine électoral, produit de coquets bénéfices dans le domaine du marketing, le sondage a pris une nouvelle dimension politique, avec l'accession de Giscard au pouvoir. Cherchant à gouverner sur l'idée de «consensus», il devait nécessairement faire appel à un instrument qui fabrique par définition, pour peu qu'on s'en serve bien, des «opinions majoritaires». Il ne s'en est pas privé : la campagne sur la montée de la violence en 1975 le montre à souhait. Mais le sondage a aussi conquis un créneau dans le domaine de la *décision* politique. L'étrange histoire d'un sondage commandé par *Der Spiegel* à un institut français porte à le penser. L'histoire d'une campagne chère à Giscard aussi.

Revenons quelques mois en arrière. Pendant la dernière semaine d'octobre, toute l'actualité est braquée sur l'enlèvement de Schleyer, sur le détournement du Boeing de la Lufthansa et l'opération de Mogadiscio, sur la fantastique campagne policière qui submerge l'Allemagne et déborde en France. L'avocat Klaus Croissant réfugié en France, est menacé d'extradition. La presse allemande, qui se félicite presque de l'évasion de l'ancien SS Kappler, met en demeure la France d'extrader le défenseur de Baader. Le gouvernement allemand réprimandé les journaux français qui manifestent leur inquiétude devant le climat de délation outre Rhin. Les «bonnes relations» entre la France et l'Allemagne pourraient-elles être compromises par l'affaire Croissant ? *Der Spiegel* décide de procéder à un sondage en France sur l'image de l'Allemagne, et de «tester» l'extradition de Croissant. L'institut allemand Infratest met au point un long questionnaire, que le *Spiegel* soumet à l'IFOP. On s'aperçoit vite que le questionnaire est conçu pour donner une «bonne» image de l'Allemagne et pour plébisciter l'extradition de Croissant. Une affaire un peu gênante, à quelques mois des élections, pour la

bonne réputation d'un institut qui se veut le champion de la «moralisation» des sondages. Et puis il y a ces syndicalistes qui se permettent de critiquer leur direction publiquement et en plus, *Der Spiegel* ne veut pas changer un iota de son questionnaire. L'IFOP refuse. Le *Spiegel* prospecte alors d'autres instituts, moins spécialisés dans le sondage d'opinion publié par voie de presse. L'un d'eux accepte les conditions draconiennes de *Spiegel*. Le questionnaire sera fidèlement utilisé, et dans les temps voulu, car le client est pressé. Il s'agit de B.V.A. (Brulé-Ville Associé).

Entre temps la date de l'audience de la chambre d'accusation qui doit décider du sort de Croissant est fixée au mercredi 16 novembre. Les choses se précipitent. Tous les résultats du sondage doivent être remis lundi 14 février au *Spiegel*. Pas un jour de plus. Le lundi, le résultat du sondage est, dit-on au bureau parisien du *Spiegel*, «dans la boîte». Mercredi, Klaus Croissant est honteusement extradé. Vendredi, quelques journaux français (*Matin*, *Monde*) font mention d'un sondage BVA-*Spiegel*, «donnant» 62 % de réponses favorables à l'extradition.

Pourtant, celui-ci n'est publié que dans le *Spiegel* du lundi 21. Qui a fait connaître en France le résultat du sondage, aussitôt après l'extradition ? *Der Spiegel*, sans doute. Mais comment expliquer la précipitation du début de semaine. Le sondage était fait, les «événements» ne pouvaient plus en modifier le résultat. D'autres «clients» potentiels, en France, n'étaient-ils pas intéressés par son résultat ? On dit dans certains milieux que le ministère de la Justice avait en main les résultats d'un sondage, avant l'extradition. N'était-ce pas, tout simplement le sondage du *Spiegel* ?

Hypothèse, bien sûr.

Les questions imposées par *Spiegel*

Faisant la une du plus grand hebdomadaire allemand, le sondage BVA a été publié sur deux semaines, conjointement avec un sondage effectué en Allemagne sur l'image que se font les Allemands des Français. Les premières questions portent sur l'image de l'Allemagne. Quelques idées-force sont introduites : niveau de vie, stabilité du système politique allemand, liberté, criminalité. Le passé est à peu près gommé : «Certains disent qu'on ne peut pas condamner les jeunes Allemands pour les fautes que leurs aînés ont pu commettre. Êtes-vous d'accord ?». Le nazisme est ramené à une «faute», collective de surcroît. Vient ensuite une échelle de couple de qualificatifs pour lesquels il faut attribuer des notes. Cela va de «vif/lourd» à «démocrate/antidémocrate», en passant par «travailleur/paresseux».

Même question à propos des Français. Puis question sur le rôle de l'Allemagne en Europe. Il s'agit seulement de savoir s'il est prédominant ou non, mais pas de le juger. Au passage, on demande si un nouvel Hitler pourrait actuellement prendre le pouvoir en Allemagne. L'hypothèse paraît suffisamment incongrue pour renforcer le «climat de confiance» institué vis-à-vis de l'Allemagne dès le début du questionnaire. On en vient aux interdictions professionnelles sans préciser qui elles visent. Une question sur la peine de mort et le sondé est prêt pour aborder l'affaire Croissant. Il s'agit de savoir s'il est «complice des terroristes» ou «opposant politique». 34 % des réponses sont «complice des terroristes». Aucune mention n'est faite du rôle de Klaus Croissant comme défenseur des prisonniers de la Fraction Armée Rouge, ni au motif de sa présence en France, ni de la demande d'asile politique. Puis vient la question sur l'extradition pour laquelle sont 62 % des sondés (BVA n'indique pas le nombre de personnes qui ont refusé de répondre au questionnaire). L'opération avait été préparée. Elle n'en reste pas là. Après quelques questions sur l'action du gouvernement allemand à Mogadiscio, est demandé : «Si les terroristes avaient obligé l'avion allemand à se poser en France, auriez-vous trouvé acceptable que le gouvernement français permette au commando allemand d'intervenir comme à Mogadiscio» (70 % de oui). Ne trouvera-t-on pas bientôt dans les sondages allemands faits en France : «Accepteriez-vous une intervention allemande si la démocratie était en danger en France ?».



Par Éric BRÉHAT

L'opinion des sondeurs

Les employés de plusieurs instituts de sondage (CFDT, CGT, non syndiqués) ont vivement réagi au sondage du *Spiegel*. Dans un dossier qu'ils ont préparé, ils disent notamment : «On y voit (dans ce genre de sondages) qu'il est difficile de savoir «ce que pensent les Français». Pas seulement parce qu'on ne sait pas ce que vaut l'échantillonnage sur un thème qui n'est ni électoral-électoral ni inoffensif (quel est le meilleur choix d'opinion qui permet de n'être pas «suspect de terrorisme», par les temps qui courent ?).

Mais aussi et surtout parce que le questionnaire est conduit comme une propagande bien faite, dramatisant la situation et constituant ici un véritable psychodrame, simulation d'un procès (...). L'important est que ce sondage nous offre à deviner quelques mécanismes de l'opération. Nous commençons à apprendre non pas ce qu'est l'opinion des Français, mais comment les interrogés réagissent à un traitement déterminé constitué par le questionnaire lui-même».

Du test confidentiel de 1962 à la campagne sur le travail manuel

●Giscard d'Estaing fut l'un des premiers hommes politiques en France, si ce n'est le premier, à se payer des sondages personnels. Ainsi, en ministre des Finances frais émoulu, il commandait un sondage qualitatif en 1962 à l'IFOP, pour tester son image. D'autres ont dû suivre, lui donnant des éléments pour la course à la présidence qu'il a entamée, on le constate, très tôt. En 1974, alors que les obsèques de Pompidou n'étaient pas encore célébrées, un sondage avait testé ses chances...

Le sondage «décisionnel»

Une fois élu, l'ancien candidat allait promouvoir, au niveau du gouvernement, l'utilisation systématique du sondage. On peut penser, bien que les preuves formelles soient difficiles à établir, que chaque décision importante a été précédée d'une étude par sondage. Le schéma habituel est le suivant :

— Test confidentiel, composé d'une étude «qualitative», puis quantitative.
— Décision, annoncée selon un protocole déterminé en partie par le sondage.
— «Confirmation» de la justesse de la décision gouvernementale par un sondage publié dans la presse, et dont les résultats, les questions ont été testés.

Il se trouvera toujours un journaliste pour faire une analyse «en profondeur» des résultats d'un sondage acquis d'avance.

Comment revaloriser le travail manuel ?

Telle a été la procédure suivie pour la campagne sur la «revalorisation du travail manuel», conduite par Stoléru en 76. Un test confidentiel est commandé à la SÔFRES. Une étude qualitative a permis de construire un questionnaire pour un sondage quantitatif. Il début par : «La SÔFRES réalise actuellement une étude sur les opinions des Français à l'égard du travail». Aucune mention n'est faite du gouvernement. Il s'agira du travail manuel, mais on ne parle

que de «travail». Pour éviter que ceux qui ne travaillent pas manuellement ne ferment la porte. Car il ne s'agit pas de cerner les aspirations des travailleurs manuels, mais de dégager un «consensus».

La 4^e question demande de choisir parmi une série de métiers, à salaire égal : chauffeur-livreur, ouvrier sur chaîne automobile, manutentionnaire, vendeur, garçon de café, maçon, standardiste, caissière de supermarché, artisan, conducteur de train, docker, tourneur. Alors que les travailleurs manuels sont majoritairement ouvriers, on voit que cette liste tend à noyer les professions ouvrières parmi d'autres. Le sondé est déjà mis dans une situation où le travail manuel est coupé de sa réalité sociale, et considéré «en soi». La 7^e question, reprenant chacune de ces professions, demande d'indiquer si elles sont proches ou éloignées de l'idée qu'il se fait du travail manuel. En croisant ses réponses, celle de la question 4, on pourra déterminer quelles sont les professions qui «valorisent» le travail manuel. Lorsqu'il s'agira de faire des affiches, ou de présenter des métiers modèles, cela sera utile. Suivent plusieurs questions incitant à

choisir entre «manuel» et «col blanc», à divers échelons, de l'ouvrier au contremaître, en passant par le relieur, profession qui jouit d'une bonne image, opposée à celle de «caissier dans une banque». Si le test est positif pour cette question, il sera toujours possible de dire, après, que les Français choisiraient bien un travail manuel, à condition qu'il soit «mieux considéré».

Considération ou exploitation ?

Mieux considéré, tel est bien le centre du questionnaire : l'une des dernières questions porte sur les raisons qui inciteraient des parents à déconseiller à leurs enfants de choisir un travail manuel. Parmi les réponses, figure «l'absence de considération». Puis, vient la conclu-

sion : «On parle parfois de revaloriser le travail manuel...» (aveu de l'objectif du questionnaire). Et il faut choisir parmi une dizaine de réponses, dont la moitié tourne autour de la notion de considération. Aucune d'entre elles ne cite l'existence d'un patron, d'une maîtrise, des cadences, des accidents du travail, de la possibilité d'action des syndicats...

M. Stoléru pouvait être tranquille. Sa campagne allait démarquer sans trop de risque de sombrer dans le ridicule. Les sondages publiés dans la presse lui donneraient probablement raison. Quant à savoir si la campagne aurait un impact effectif sur les principaux concernés, c'est une autre histoire. Une histoire qui incite à réfléchir sur les limites de ce moyen de gouvernement qu'utilise avec tant de frénésie la bourgeoisie. Car, en définitive, le sondage sur le travail manuel n'a mesuré que la réaction à un certain traitement, mais pas à la réalité.

DEMAIN :
SONDAGE ET RÉALITÉ (FIN)